

Passer des Dialogues aux actes

Boîte à outils de la société civile du Québec pour s'appropriier les enjeux climatiques



Comité organisateur des Dialogues pour le climat édition 2021



#DialoguesClima2021

Mots de l'Équipe



“ **Leïla Copti**
Présidente de COPTICOM
Les Dialogues c'est une occasion pour
rallier et faire émerger des alliances. ”



“ **Charles Bonhomme**
Spécialiste, communications et affaires
publiques, Fondation David Suzuki. Les Dialogues
c'est un espace inclusif et intergénérationnel où
les citoyen.ne.s de tous les milieux ont l'occasion
d'échanger constructivement sur l'urgence d'agir
afin de renverser la tendance climatique actuelle. ”



“ **André-Yanne Parent**
Directrice générale du projet de la Réalité
climatique Canada. Les Dialogues
représentent un espace interactif pour
accroître la participation citoyenne
québécoise à la diplomatie climatique
internationale, trop souvent opaque et
inaccessible. ”



“ **Catherine Gauthier**
Directrice générale d'ENvironnement
JEUness. Les Dialogues c'est mobiliser
de manière positive et ambitieuse des
membres de la société québécoise par
un dialogue intergénérationnel. ”



“ **Catherine Caron**
Agente principale de campagnes chez Oxfam-
Québec. Les Dialogues c'est une occasion
démontrer aux décideuses et décideurs que
toutes les voix doivent être à la table des
discussions climatiques. C'est la mise en
commun des idées de tous qui nous
permettra de vivre dignement sur une planète
en santé. ”



“ **Patrick Rondeau**
Conseiller syndical - Environnement et
Transition juste Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec.
Les Dialogues c'est un exercice nécessaire
pour atteindre les cibles de réduction de GES
que se sont donnés les pays ayant ratifiés
l'Accord de Paris. ”



“ **Annie Chaloux**
Ph.D. est professeure agrégée à l'École de politique
appliquée de l'Université de Sherbrooke
Les Dialogues c'est un lieu d'échange ouvert à toutes et tous
pour une compréhension plus approfondie des enjeux
climatiques, tout en permettant de démontrer la
préoccupation grandissante que porte la société civile envers
le réchauffement climatique et de ses conséquences. ”



“ **Caroline Brouillette**
Directrice des politiques domestiques du Réseau Action
climat
Les Dialogues c'est un espace de rencontre entre la société
civile et les décideu-r-se-s; un rassemblement inclusif de voix
diverses, qui demandent un monde où le réchauffement est
limité à 1,5 °C; un cri du cœur résonnant pour un avenir plus
sécuritaire, plus juste et plus heureux. ”

Ella Noel
Agente de mobilisation



Gaïa Febvre
Coordinatrice des
Dialogues pour le climat



Équipe de coordination des Dialogues pour le climat édition 2021



#Dialoguesclimat2021



Jennyfer Boudreau
Professionnelle de recherche
École de politique appliquée de
l'Université de Sherbrooke



Anne Hamon-Martinez
Agente de mobilisation

Partenaires des Dialogues pour le climat



Toute l'équipe des Dialogues pour le climat tient à offrir ses remerciements à tous ses partenaires qui par leur soutien ont rendu possible la réalisation de l'initiative.



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Objectifs & Principes

1. Soutenir un dialogue intersectionnel et intergénérationnel pour rehausser l'ambition des États, des États fédérés comme le Québec, des villes et des régions

2. Favoriser la participation de la société civile québécoise à la CdP-26

3. Mettre en valeur les savoirs et les expertises de la société civile en matière de lutte contre les changements climatiques

4 Mobiliser la société civile québécoise pour rehausser l'ambition des États

5. S'inscrire dans une perspective de démocratie participative encourageant la cocréation

6. Engager les citoyennes et les citoyens vers l'appropriation des enjeux climatiques à leur échelle

7. Mettre en évidence l'interrelation entre les négociations climatiques internationales et les niveaux d'action: de l'international au local

8. Faire entendre la voix de la société civile

9. Favoriser et démontrer un consensus concernant l'ambition climatique

- La diversité de la programmation pour favoriser l'inclusion et une perspective de justice climatique.
- L'accessibilité à l'événement pour les personnes ayant des difficultés à joindre un événement virtuel. Des activités principalement en français, mais avec une possibilité d'inclure les communautés anglophones.
- La gratuité pour participer activement aux rencontres.

La première semaine

Lundi 1er nov

Sommet des dirigeants·e·s

Petit-déjeuner de l'ambition climatique
p.11

Plus d'excuses possibles: le dernier rapport du GIEC
p.12

Mardi 2 nov

Sommet des dirigeants·e·s

La CdP-26 une Cdp de plus ?
p.13-15

Mieux vaut prévenir que guérir : la santé publique à l'ère des changements climatiques
p.16

Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité et après ?
p.17

La juste part du Québec à l'effort mondial pour limiter l'augmentation de température à 1,5 °C
p.18

Mercredi 3 nov

Finance

Petit déjeuner de la finance climatique
p.19

Finance climat : quel rôle pour le Québec et le Canada à l'international ?
p.21

Changements climatiques : la course folle du déclin de la biodiversité
p.20

Jeudi 4 nov

Énergie

Le petit déjeuner de l'énergie
p.22

Transition vers les énergies propres : lesquelles et comment ?
p.24

Sortir des hydrocarbures, oui, mais comment ?
p.23

Entrée dans le monde des mécanismes de tarification du carbone
p.25

Vendredi 5 nov

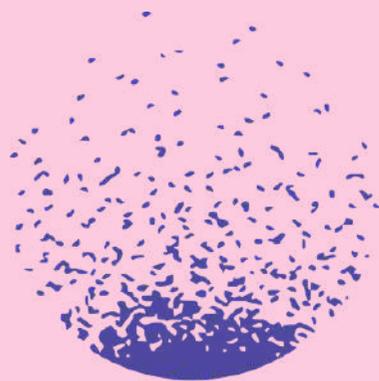
Jeune et agentivité par l'éducation

Éducation postsecondaire : moment charnière pour expérimenter de nouveaux espaces d'autonomisation et de mobilisation ?
p.26

Samedi 6 nov

Nature

D'une génération à l'autre : l'urgence climatique demeure
p.27



#Dialoguesclimat2021

La deuxième semaine

Lundi 8 nov

Adaptation, pertes et préjudices

Le petit déjeuner adaptation pertes et préjudices p.28

Comment assurer la relève agricole à l'heure de la crise climatique ? p.29

Au-delà de la lutte climatique : la justice climatique ? p.30

Mardi 9 nov

Genre science et innovation

La mobilisation jeunesse : actrice incontournable de l'ambition climatique ? p.31

Femmes et changements climatiques : des expériences communes ? p.32

Mercredi 10 nov

Transport

Le petit déjeuner du transport p.33

Le transport routier et nos émissions de GES, un casse-tête sans fin ? p.35

Les solutions nature pour le climat : comment éviter l'écoblanchiment ? p.34

Hors série : le rôle des services publics dans la transition socioécologique ? p.36

Jeudi 11 nov

Ville & régions

Le petit déjeuner des villes p.37

Le rôle actif des villes dans la lutte contre les changements climatiques p.39

HORS séries : les enjeux du changement climatique dans les pays du Sud p.38

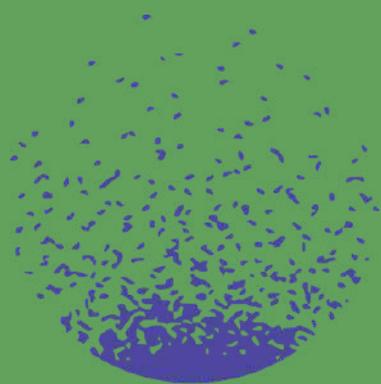
Tribune des Générations futures p.40-41

Vendredi 12 nov

Clôture des négociations

Discussion collective : l'importance des communications sur la mobilisation post-CdP-26 & bilan

p.42



#Dialoguesclimat2021

CHIFFRES CLEFS



LES VISAGES DES DIALOGUES





Kanahsohon Kevin Deer
de la communauté Mohawk de
Kahnawá:ke



Caroline Brouillette
Directrice des politiques
domestiques Réseau Action
Climat (CAN-Rac)



Marouane Joundi
Candidat à la maîtrise de recherche
en science politique et auxiliaire
d'enseignement à l'Université de
Montréal



André-Yanne Parent
Directrice générale du Projet de la
réalité climatique Canada

Le petit déjeuner de l'ambition climatique

Kanahsohon Deer a ouvert les deux semaines d'échanges en partageant sa sagesse, ses connaissances et ses savoirs pour nous aider à mieux comprendre la situation dans laquelle nous nous trouvons, selon les enseignements de la maison longue. Il est revenu sur l'importance de mettre en place les changements systémiques dont nous avons besoin pour rehausser l'ambition climatique. En tant que personne qui a subi une forme d'aliénation lors de sa jeunesse, dans une volonté d'effacer l'histoire de sa Nation, il connaît la complexité de déconstruire sa pensée et ses manières de faire. Puisqu'il a pu se réapproprier sa culture, son histoire, il est convaincu que nous pouvons tou-te-s le faire. Selon lui, la clé est dans notre capacité d'humilité. C'est-à-dire respecter tous les êtres vivants, reprendre notre place dans la nature et établir une connexion avec la Terre-mère. Les connaissances et savoirs autochtones peuvent nous éclairer face aux défis multiples auxquels nous sommes confrontés. Alors, apprenons à voir, entendre et faire les choses différemment, ramenons ensemble l'équilibre et l'harmonies avec la terre.

Cette relation déséquilibrée et toxique avec notre planète qui nous préoccupe tou-te-s est l'une des raisons pour lesquelles les Dialogues ont pris forme. Dès lors, que faire ? On parle beaucoup d'ambition dans le cadre de cette 26e Conférence des Parties (CdP), mais les panélistes soulignent que les actions prises ne doivent pas se faire au détriment de groupes entiers de la population mondiale. N'oublions jamais que derrière toutes les statistiques et chiffres, il est question de la vie de centaines de milliers de personnes et de toute notre biodiversité.

Enfin, il ne fait nul doute que si l'ambition n'est pas dans les salles de négociations, la mobilisation en faveur de la justice climatique se retrouve dans le monde entier. Les peuples autochtones, les jeunes, et de nombreuses organisations de la société civile se lèvent et font avancer nos sociétés.

Les perles

Il faut cesser de prétendre que tous les citoyens et citoyennes sont égaux face au devoir de réduire leur empreinte carbone, mais aussi quant à leur capacité de faire plus.

Chiffres clefs

- Plus de la moitié du carbone est émis par les 10% les plus riches du monde seulement.
- Le réchauffement de la planète pourrait atteindre la limite de 1,5 °C en 2033, avec la seule consommation en carbone des 10% les plus riches du monde.
- La moyenne d'émission par personne au Canada et de 19,4 tonnes de Gaz à effet de serre (GES) par habitant-e-s et 190 c'est le nombre moyen de tonnes de GES émises par le 1% des Canadien-ne-s les plus riches.

Pour aller plus loin

- [**Décolonisation de la politique climatique au Canada, rapport de la première phase, mars 2021.**](#)
- [**Recueil de recherche, les arguments stratégiques en faveur d'une convergence des luttes.**](#)
- [**Glasgow's 2030 credibility gap: net zero's lip service to climate action.**](#)
- [**World inequality report 2022.**](#)



Frédéric Bouchard
Professeur adjoint au
Département de géomatique
appliquée de l'Université de
Sherbrooke



Annie Chaloux
Professeure à l'École de
politique appliquée de
l'Université de Sherbrooke



Alejandro Di Luca
Auteur principal du dernier
rapport du GIEC

Plus d'excuses possibles : le dernier rapport du GIEC

Le 1er volet du 6e Rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne fait que nous rappeler qu'un écart profond sépare l'ambition climatique actuelle des dirigeants politiques, des actions qui sont réellement nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Que nous dit le dernier rapport ?

1. **Les changements climatiques ressentis sont généralisés, rapides et s'intensifient.** Ils ne sont pas limités à des changements de température. D'autres phénomènes sont affectés comme la concentration de Co2 - la plus élevée depuis 2 millions d'années, la montée du niveau de la mer - la plus rapide depuis au moins 3 000 ans ou encore la surface de la banquise - la plus réduite depuis au moins 1 000 ans.
2. **Il est incontestable que les activités humaines sont à l'origine des changements climatiques.**
3. **Le changement climatique affecte déjà toutes les régions de la Terre** et rend les phénomènes climatiques extrêmes, notamment les vagues de chaleur, les fortes précipitations et les sécheresses, plus fréquentes et plus graves. Le réchauffement régional peut être bien plus important que le réchauffement global et, surtout, il n'est pas uniforme. Par exemple, l'Arctique se réchauffe 3 fois plus rapidement que le reste de la planète.
4. **À moins d'une réduction immédiate, rapide et à grande échelle des GES, limiter le réchauffement à 1,5 °C sera hors de portée.**

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il n'y a pas de retour en arrière possible pour certains changements dans le système climatique. De plus, certaines composantes dites « lentes » continueront à changer même si on arrête de produire des gaz à effet de serre dès aujourd'hui. C'est le cas par exemple pour la température de l'océan et le niveau de la mer. La science nous exhorte d'agir et rapidement, nos espoirs d'un avenir équitable en dépendent.

Chiffres clés

- Auteur-trice-s : 235 de 65 pays différents.
- Publications scientifiques évaluées : 14, 000.
- Processus de relecture : 78, 000 commentaires.

Pour aller plus loin

- « [Alerte rouge pour l'humanité](#) » [ce qu'il faut retenir du plus récent rapport du GIEC.](#)
- [Le rapport du GIEC pourrait changer la donne juridique en matière de climat.](#)

Les perles

Le GIEC c'est un groupe de « sages » : l'information disponible sur les changements climatiques est sans limites et il faut des expert-e-s qui sont en mesure de faire le tri entre les informations crédibles et tout le reste qui est légion dans cette ère des médias sociaux.



Hugo Séguin
Fellow au Centre d'études et de recherches
internationales de l'Université de Montréal
(CÉRIUM) et chercheur associé au Centre
d'études sur l'intégration et la
mondialisation (CÉIM)



Annie Chaloux
Professeure à l'École de politique
appliquée de l'Université de
Sherbrooke



Géraud De Lassus Saint-Geniès
Professeur adjoint à la Faculté de
droit de l'Université Laval

Le petit déjeuner du Climatoscope : la CdP-26 une CdP de plus ?

Introduction aux 30 années de négociations climatiques internationales

Pour comprendre le régime climatique international, il faut remonter à 1988 années de fondation du GIEC par l' **Organisation météorologique mondiale** (OMM) et le **Programme des Nations Unies pour le développement** (PNUD). Deux ans plus tard, ils dressent un premier rapport qui fait état de la connaissance scientifique sur les changements climatiques. Une alerte est déjà faite à ce moment, « on s'interroge sur le rôle de l'activité humaine dans ce réchauffement ». Ce travail de recherche favorise l'émergence de négociations qui aboutiront deux ans plus tard à l'adoption de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC). L'objectif ultime de la CCNUCC se trouve dans son article 2. Il n'y a aucun objectif chiffré à ce moment-là pour favoriser la participation des pays, le but étant d'avoir un premier instrument juridique de collaboration pour protéger le système climatique.

En 1997 est adopté un nouveau traité, le Protocole de Kyoto, sous l'impulsion notamment de l'affinement des connaissances scientifiques (1995 deuxième rapport du GIEC). Il est demandé aux pays industrialisés de faire leur part et de réduire en moyenne leurs émissions sous le niveau de 1990 de 5.2% pour la période 2008-2012. Il est à noter que cela prendra 8 ans pour que le Protocole entre en vigueur, et ce, notamment en raison du rapport de force entre différents États partie à la CCNUCC sur la scène internationale.

L'après Kyoto - penser des mécanismes différents

Il y a une première tentative à Copenhague qui est un échec, puis on arrive à Paris avec une feuille de route pour négocier un nouvel accord. Un instrument juridique applicable à toutes les Parties, tentative pour s'éloigner de la dualité pays développés versus pays non développés voit le jour: l'**Accord de Paris** :

1. **Vise toutes les Parties** - tous les pays doivent faire leur part, cependant au regard du principe des responsabilités communes mais différenciées (PRCD), cette part n'est pas la même si on est un pays développé ou un pays en développement.
2. **Dispose d'une cible de réduction**, objectif politique de réduction nettement en dessous de 2 °C et s'efforce de la limiter à 1,5 °C.
3. **S'engage à mobiliser 100 milliards de dollars par an à compter de 2020** pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter et mettre en place des plans d'action pour lutter contre les changements climatiques (mesures d'atténuation et d'adaptation).
4. **Inclut une clause de révision périodique**, qui évite de renégocier un traité tous les cinq ans.

Enfin, l'Accord de Paris, même s'il ne porte pas l'appellation de « traité », « convention » ou « protocole » a le même statut.

C'est quoi une CdP et comment ça fonctionne ?

C'est dans la CCNUCC qu'on crée les CdP, les rassemblements annuels des Parties, c'est-à-dire des États qui ont ratifié la CCNUCC (il y a la même chose pour le protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, mais on les rassemble sous la grande famille des CdP). Ces rencontres permettent aux États membres de prendre des décisions afin de faciliter la mise en œuvre des traités internationaux et l'atteinte des objectifs collectifs. Il y a une rencontre par an chaque automne et elles durent en moyenne deux semaines. Ces CdP réunissent aussi chercheur-se-s et des membres de la société civile, qui agissent à titre d'observateur-ric-e-s, dans ce contexte on a créé des **constituantes**.

Donc dans le cadre des deux semaines de CdP, il y a les sessions formelles de négociations, des rencontres entre délégués et personnes de la société civile et des événements parallèles (présentations, foires commerciales). C'est un peu « la planète climat qui se réunit ».

États des négociations et principaux enjeux de la CdP-26

Les Conférences s'inscrivent dans un continuum, donc chaque CdP se comprend à la lumière de ce qui a été fait et dit lors des CdP précédentes.

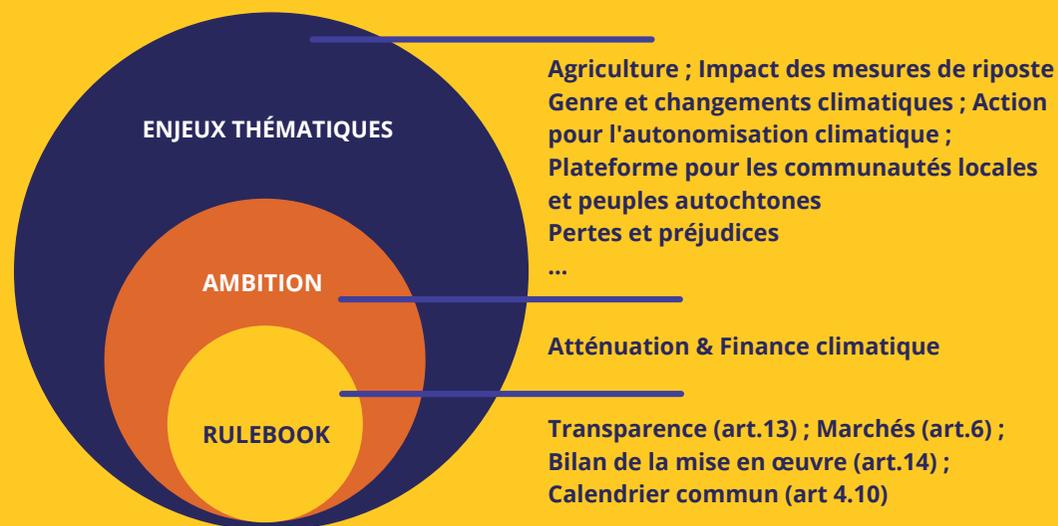
Retours sur la CdP-25, une conférence extrêmement décevante :

- Retard de 44 heures: qui a posé de nombreux problèmes logistiques pour les délégué-e-s certain-e-s devant quitter Madrid avant la fin des négociations. Cela démontre que les États n'arrivent pas à se mettre d'accord.
- Impossible de finaliser le Paris Rulebook, qui est en quelque sorte le règlement d'application de l'Accord de Paris.
- Trajectoire de 3,2 °C, alors la présidence chilienne a cherché à augmenter l'ambition des États et les négociations se sont terminées par une formule très creuse « la CdP mesure l'urgence de relever le niveau d'ambition ».

Le contexte des négociations a évolué depuis la CdP-25

- **Sur le plan scientifique**, on a le premier groupe de travail du GIEC qui a rendu un rapport qui rappelle l'urgence d'agir.
- **Sur le plan politique**, il y a un nouveau partenaire américain qui affiche une plus grande ambition.
- **Sur le plan diplomatique**, il y a eu des échanges malgré la pandémie, il y a une forme de dialogue qui s'est maintenu en dehors des pressions de négociations.
- **Sur le plan de l'ambition**, sur les 192 parties membres de l'Accord de Paris, 143 ont communiqué de nouvelles contributions nationales déterminées (CND) ou actualisé des communications plus ambitieuses qui nous conduisent sur une trajectoire de 2,7 °C .

Les principaux points de négociations de la CdP-26





Hugo Séguin
Fellow au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et chercheur associé au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CÉIM)



Annie Chaloux
Professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke



Géraud De Lassus Saint-Geniès
Professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université Laval

Les grands fronts de la lutte contre les changements climatiques

Les CdP ne sont plus les lieux où ça passe ou ça casse, on ne va pas sauver la planète aux CdP. L'unité de mesure dans « sauver la planète », c'est ce qui se passe sur le terrain, la CdP-26 sera nécessairement insuffisante et certainement perçue comme un échec. Par contre, les CdP demeurent importantes car elles stimulent et accélèrent l'action climatique partout.

S'il y a des fronts de lutte contre les changements climatiques, il y en a au moins cinq



- **La pression de l'opinion publique et l'adoption de politiques publiques (1 et 2)** : 64% de la population dans 50 pays considère qu'on est dans une crise climatique et 59% considère qu'il faut faire tout ce qui est nécessaire pour endiguer la crise (the people's Climate Vote 2021 (UNDP). Adoption de politiques publiques, notamment de nouvelles Contributions nationales déterminées. Puis apparaissent des politiques de 3e génération, qui décrètent: interdiction des véhicules à essence (2035), fin de l'exploration et de l'exportation d'hydrocarbure, fin de financement de centrales à charbon, etc.
- **La diffusion des technologies (3)** qui s'exprime notamment par le fait que le coût d'énergie renouvelable est plus ou aussi concurrentiel que les énergies fossiles.
- **La réorientation des flux financiers, qui entraînent un désinvestissement par exemple des énergies fossiles et un envol des investissements dans les énergies renouvelables (4).**
- **Les normes sociales qui changent (5)**, aujourd'hui il est socialement inacceptable de nier les changements climatiques ou de défendre les carburants fossiles. Par contre, il est de plus en plus acceptable de mettre un prix sur le carbone, critiquer la surconsommation, questionner le système économique ou encore parler de décroissance.

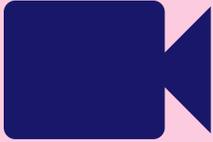
Les perles

On peut trouver, et ce, à juste titre que l'action n'est pas assez rapide, que les négociations n'avancent pas.

Mais nous sommes au début d'un changement, on est loin d'être à la hauteur de là où l'action devrait être, mais gardons en tête que chaque grande transformation dans le monde a toujours été suivie d'une croissance exponentielle de transformations.

Aujourd'hui, on est sur cette courbe d'ascension. Voilà une façon de se réconcilier avec toute cette lenteur.

Ce qui permet de garder un semblant de santé mentale, c'est d'aller voir au-delà du régime, d'aller voir sur le terrain ce qui bouge.



Mélissa Généreux
Médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive et professeure agrégée à l'Université de Sherbrooke



Céline Campagna
Détentrice d'un doctorat en sciences animales de l'Université Laval, elle est chercheuse d'établissement à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)



Dre Claudel Pétrin-Desrosiers
Médecin de famille au CLSC de Hochelaga-Maisonneuve et chargée d'enseignement clinique au Département de médecine familiale et de médecine d'urgence de l'Université de Montréal



Gabriel Blouin Genest
Professeur agrégé, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke. Codirecteur scientifique, CIDIS (Centre interdisciplinaire de développement international en santé), Université de Sherbrooke

Mieux vaut prévenir que guérir : santé publique & changements climatiques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), quand il est question de santé, parle d'un état complet de bien-être physique, mental et social. Il ne s'agit pas seulement de l'absence de maladie. Puis, lorsqu'il est question des impacts des changements climatiques, il faut comprendre qu'ils interfèrent avec tous les volets de la santé: physiques, sociaux, mais aussi mentaux (anxiété et détresse). De plus, les changements climatiques touchent tous les déterminants sociaux de la santé, par exemple la qualité de l'air et de l'eau, l'accès à de la nourriture en quantité suffisante ou encore la sécurité au logement.

Ainsi, les panélistes ont exploré les effets des changements climatiques directs et indirects sur la santé au Québec et au Canada, tout en soulignant leurs impacts à moyen et long terme. **La nature écosystémique des perturbations climatiques qui interagiront avec le caractère systémique de la santé créent et créeront des conséquences sanitaires sur les individus, avec des impacts différenciés selon le genre, le sexe, le statut social, le lieu de vie, et la classe sociale.** Seront également impactés, les groupes d'individus, les systèmes sociaux et politiques et un stress important sur les systèmes de santé est inévitable. L'écoanxiété dont les jeunes souffrent tout particulièrement a fait l'objet d'échanges approfondis à la lumière des premiers résultats concentrant la population québécoise.

Pistes de solutions explorées

- Favoriser le verdissement permet de nombreux cobénéfices touchant tous les volets de la santé.
- Développer des synergies d'actions entre les acteurs de la santé et les acteur-ric-e-s environnementaux.
- Atteindre la carboneutralité des systèmes de santé, en demandant des plans politiques robustes, le système de santé représente 4.4% des émissions de GES au niveau mondial s'il était un pays, il serait le 5e plus grand pollueur.

Chiffres clés

- Selon 57% de la population québécoise, il n'est pas possible de lutter contre les changements climatiques sans inclure la dimension sanitaire dans les mesures et politiques.
- 26% de la population (49% des 18-24 ans) a ressenti souvent ou toujours au moins une des dix manifestations de l'écoanxiété au cours des deux dernières semaines.

Pour aller plus loin

- [*2021, COP26 Special Report on Climate Change Health, the heat argument for climate Action.*](#)
- [*The 2021 report of the Lancet Countdown on health and climate change: code red for a healthy future.*](#)
- [*Initiative pour une carboneutralité des services de santé : Delivering a Net Zero National health Service \(NHS\).*](#)

Les perles

L'Accord de Paris est aussi considérée comme un accord international de santé publique.



Lisa Gue
Chercheuse et analyste
principale à la Fondation
David Suzuki



Sarah Houde
Présidente-directrice
générale, Propulsion
Québec



Rodrigue Turgeon
Avocat au Centre
québécois du droit de
l'environnement



Jérôme Lussier
Directeur des affaires
parlementaires pour la
sénatrice Miville-Dechêne
au Sénat du Canada



Karine Péloffy
Conseillère aux affaires
parlementaires et légales
depuis 2019 de la Sénatrice
Rosa Galvez

Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité et après ?

Quelle est l'histoire et l'objet de cette loi ?

La Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité (LCRMC), dont la marraine est Rosa Galvez, sénatrice indépendante, permet d'établir un cadre pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Cependant, rien n'empêche de l'atteindre avant (art 6.1 LCRMC). Le Canada a ainsi rejoint 15 autres pays et 6 provinces ayant déjà adopté de tels cadres. Cette loi est particulièrement importante pour le Canada au regard du contexte historique de grandes inactions sur les changements climatiques du pays. **Cette loi est aussi venue pérenniser l'engagement du groupe de travail sur la carboneutralité offrant de nouveaux mécanismes de bonne gouvernance essentiels à une action climatique rigoureuse.** Cependant, gardons à l'esprit que *la politique c'est l'art du possible* et même si on avait espéré davantage, il faut se réjouir de voir le Canada bouger dans le sillage de ce que font d'autres pays. **Maintenant que nous avons le contenant, il nous faut un contenu, là où la tuyauterie de la transition va devoir être proposée et débattue ce qui va lancer de bonnes discussions pour les prochaines années.**

Quelles sont les prochaines étapes ?

La loi exige que le ministre fédéral de l'environnement prépare un plan de réduction d'émissions pour l'année 2030 suivant les 6 mois de la date d'entrée en vigueur de la loi (possibilité de demander un délai de 90 jours). Ce plan va sans doute refléter les engagements du Canada au niveau international, tout en contenant un calendrier pour la mise en œuvre des mesures. Le plan doit contenir des projections de réduction annuelle des émissions, avec des cibles pour 2026, avant les prochaines élections. Le groupe d'expert sur la carboneutralité va rendre ses premières recommandations en 2022, sur les chemins à prendre pour atteindre la carboneutralité en 2050.

Il nous faudra sans doute amener un changement systémique pour agir sur les changements climatiques. **Plusieurs pistes de solutions s'offrent à nous et dans ce contexte, la LCRMC est un outil qu'il nous appartient de faire vivre et d'améliorer.**

Chiffres clefs

- Des points de contrôle de la loi sont prévus presque tous les ans pour les 10 prochaines années.
- Le Canada a revu sa CND à la hausse fixant une réduction de 40 à 45% par rapport aux niveaux de 2005. La cible de 2030 ainsi que celle de 2050 sont maintenant consacrées par la loi.

Pour aller plus loin

- [Guide sommaire sur la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité \(LCRMC\).](#)
- [Vers un Canada carboneutre, s'inscrire dans la transition globale.](#)
- [Mémoire de la FTQ sur la loi C-12.](#)

Les perles

Sans minimiser les efforts accomplis, cette cible de carboneutralité d'ici 2050 est un plancher législatif atteignable bien humble et fort insuffisant à lui seul à la lumière des données scientifiques. On n'est pas là pour mettre le feu à la loi, mais il faut aller plus loin.



Karel Mayrand
Président-directeur
général chez Fondation du
Grand Montréal



Caroline Brouillette
Directrice des politiques
domestiques Réseau
Action Climat (CAN-Rac)



François Geoffroy
Co-fondateur et porte-
parole de La Planète
s'invite au Parlement



Alix Ruhlmann
Citoyenne engagée, après
avoir pris part à trois
séries de négociations
internationales



Christian Holz
Associé-e de recherche
principal-e au Climate Equity
Reference Project - et à la
direction générale du
Climate Equity Reference
Project Canada



Patrick Rondeau
Conseiller syndical -
Environnement et Transition juste
Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec

La juste part du Québec à l'effort mondial pour limiter l'augmentation de température à 1,5 °C

La juste part du Québec dans la réponse mondiale à l'enjeu des changements climatiques est quantifiable.

Christian Holz a ouvert les discussions en exposant les résultats du rapport *La juste part du Québec dans la lutte contre les changements climatiques*. L'analyse est effectuée en utilisant le [Climate Equity Reference Calculator](#), un outil et une base de données en ligne qui permet aux utilisateur-ric-e-s de sélectionner des réglages spécifiques liés à l'équité en ce qui concerne la responsabilité, la capacité et d'autres paramètres clés, et d'ensuite utiliser des indicateurs quantitatifs simples et standard pour calculer les parts justes nationales de l'effort mondial d'atténuation qui en découlent.

Les panélistes se sont tou-te-s exprimé-es sur les leviers à notre disposition pour mettre en œuvre la juste part du Québec.

La richesse des approches a permis d'aborder tout un spectre de solutions passant par la nécessaire fermeture de l'industrie fossile, le ralentissement de l'économie globale et la sortie de l'idéologie capitaliste, la taxation des plus riches (plus grands émetteurs de GES). Alix Ruhlmann a insisté tout particulièrement sur la décroissance qui permettrait d'arriver à des réductions d'émissions locales importantes et toute une transformation de nos sociétés. Il a aussi été question de l'adoption de cadres législatifs structurants et d'allocations de budgets pour accélérer la lutte contre les changements climatiques. Enfin, une chose est certaine, celles et ceux qui subissent les conséquences des changements climatiques que ce soit au travail ou dans leur communauté doivent faire partie des discussions et participer à la prise de décisions.

En trame de fond des échanges se pose la question de la mobilisation de la société civile québécoise et de sa relation avec les gouvernements, s'inscrire dans une posture de désobéissance ou développer davantage de dialogues et coconstruire. Si nous avons besoin des deux ?

Les perles

C'est utile de dire la vérité à propos de l'ampleur du défi qui se dresse devant nous et d'affirmer qu'on doit accorder autant d'importance à la coopération internationale qu'aux cibles nationales.

Chiffres clefs

La juste part du Québec s'élève à une réduction des émissions de 178% sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et inclut des réductions domestiques d'au moins 65% sous les niveaux de 1990.

Dans le PEV il y a 23 millions de dollars pour le financement de mesures de réduction des émissions de GES hors Québec.

Pour aller plus loin

- [Le Québec fait-il sa juste part dans la lutte contre les changements climatiques? | Quête | Rad.](#)
- [Nouveau rapport - le Québec loin de faire sa juste part de l'effort climatique mondial.](#)
- [Conseil lecture : Full spectrum resistance.](#)



Eddy Perez
Responsable de la diplomatie climatique
internationale CAN-Rac



Alexandre Gajevic
Professeur au département de science
politique de l'Université Laval

Le petit déjeuner de la finance climatique

Si on souhaite parler de finance climatique seulement en termes de chiffres, cela ne fonctionne pas, il faut comprendre le contexte politique. **Pourquoi ce sujet est au cœur des négociations, pourquoi c'est toujours un enjeu politique, pourquoi lorsqu'il est question de finance il est question de solidarité internationale, de responsabilité, d'équité et de justice.** La finance climatique englobe chaque dollar et investissement pour atténuer les émissions, permettre l'adaptation et les opportunités de résilience. Cependant, elle englobe aussi l'inaction qui a un coût, celui des pertes et préjudices.

Autour des négociations il y a **la question des 100 milliards de dollars USD promis en 2009** à Copenhague. En 2015, dans la décision qui accompagnait l'Accord de Paris, il y avait la promesse d'arriver au 100 milliards en 2020, puis entre 2020 et 2025 devraient être mobilisés 100 milliards de dollars annuellement: 1/3 des contributions publiques ; 1/3 des ententes multilatérales ; 1/3 du financement du secteur privé. Mais avant la CdP-26, on constate que la mobilisation du secteur privé n'a jamais eu lieu. Le Royaume Uni réagit et appelle au doublement des contributions des pays riches. Les projections parlent d'une atteinte du 100 milliards en 2023.

Mais **au-delà de l'atteinte des 100 milliards**, la CdP-26 doit bâtir un esprit de confiance basé sur la coopération, mais surtout aborder la question de la qualité des financements, par exemple: augmenter les fonds pour l'adaptation et arrêter les systèmes de prêts. Primordial, il faut **lier l'objectif de 1,5 °C à un déblocage des fonds qui dépassent complètement les 100 milliards**, on parle de billions de dollars.

Les 100 milliards à Glasgow c'est juste la clé de la porte après ça il faudra parler des pertes et préjudices et du prix de l'adaptation. **D'ailleurs, le prochain grand but pour la finance climatique c'est l'après 2025. Une chose est claire: on va éviter de faire l'erreur de 2009 d'accepter sans avoir discuté un chiffre abrupt et inadéquat qui ne reflète pas les besoins des peuples du Sud.**

Les perles

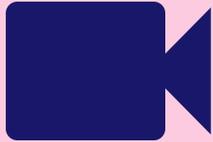
Parfois on est dans une relation avec quelqu'un, la relation se termine et c'était un peu toxique et puis deux ans plus tard on se remet avec cette personne. C'est la même relation entre les CdP et ces 100 milliards, tout le monde sait que ces 100 milliards est un enjeu toxique et pourtant c'est l'enjeu qui détermine les négociations à Glasgow, parce que c'est un enjeu de responsabilisation et de confiance.

Chiffres clefs

- Les coûts annuels d'adaptation au climat dans les pays en développement pourraient atteindre 300 milliards de dollars en 2030 et, si les objectifs d'atténuation ne sont pas atteints, jusqu'à 500 milliards de dollars en 2050.
- Environ 25% seulement des financements climat publics déclarés ont été alloués aux pays à l'adaptation et 66% à l'atténuation.
- Environ 20% des financements climat publics déclarés sont des subventions, contre 80% de prêts et instruments autres que les subventions.

Pour aller plus loin

- [Les vrais chiffres des financements climat, Où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ?](#)
- [Climate adaptation vs. mitigation: what's the difference, and why does it matter ?](#)



Dominique Gravel
Professeur à l'Université de Sherbrooke et Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écologie intégrative



Dominique Berteaux
Professeur en écologie à l'Université du Québec à Rimouski et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en biodiversité nordique



Ahmed Djoghla
Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique de 2006 à 2012 et professeur associé à l'Université de Sherbrooke



Diego Creimer
Responsable – Solutions nature pour le climat et relations gouvernementales à la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)

Changements climatiques: la course folle du déclin de la biodiversité

« L'anthropocène », affirme la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) dans son rapport paru l'été dernier. Les chiffres qui y sont présentés sont alarmants : environ la moitié de la superficie des récifs coralliens et plus de 85% de la superficie mondiale des zones humides ont disparu en date d'aujourd'hui. Selon les scénarios les plus pessimistes, les changements climatiques rapides pourraient éliminer jusqu'à 90% de toutes les espèces. Il n'est plus temps de sonner l'alarme, mais bien d'agir.

Pistes de solutions explorées :

Une nouvelle gouvernance environnementale qui intègre le climat et la biodiversité. En effet, il devient essentiel d'**affirmer une ambition commune de transformation pour le climat et la biodiversité afin de préserver l'intégrité de l'écosystème planétaire.**

Mieux comprendre notre territoire et nos écosystèmes est primordiale. Les écosystèmes sont difficiles à étudier notamment en raison de la diversité des interactions entre les espèces et de leurs relations complexes avec l'environnement. *Si comprendre la distribution de la biodiversité est déjà en soi un défi, en prédire la réaction aux changements à l'échelle du globe l'est d'autant plus.* Ainsi, pour saisir l'impact des changements globaux sur la biodiversité, il faut adopter une démarche qui intègre plusieurs niveaux d'organisation, faire appel à des notions de biogéographie, d'écologie des communautés et de fonctionnement des écosystèmes.

Porter une attention particulière aux effets en cascades.

Passer de la parole aux actes. En effet, les solutions de bases pour la protection de la biodiversité sont bien connues, comme la protection du territoire, mais ça prend maintenant du courage de les mettre en place.

Les perles *Les changements climatiques, c'est comme la fièvre: la température monte, on transpire, c'est visible. La biodiversité, c'est le tueur silencieux. C'est comme l'hypertension artérielle : les espèces disparaissent, la terre continue de fonctionner et, tout à coup, elle s'écroule.*

Chiffres clés

- Environ 25% seulement des financements climat publics déclarés ont été alloués aux pays à l'adaptation et 66% à l'atténuation.
- Selon l'ONU plus d'un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction.
- Selon l'IUCN, depuis son arrivée sur terre l'homme a causé la disparition de 2,5 millions d'espèces.

Pour aller plus loin

- [Un chiffre pour la biodiversité.](#)
- [Changements climatiques : et si la forêt se retournait contre nous ?](#)
- [Agir pour la biodiversité.](#)



Josée Michaud
Directrice des programmes et de la mobilisation chez Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)



Caroline Mailloux
Chargée de programmes- sécurité alimentaire et environnement, Oxfam-Québec



Sue Szabo
Directrice générale du Bureau du Financement innovant et climatique d'Affaires mondiales Canada



Dr Parfait Blalogoe
Directeur Exécutif du Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local (CREDL), Bénin



Denis Côté
Analyste des politiques à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Finance climat: quel rôle pour le Québec et le Canada à l'international?

Considérant d'abord le principe de responsabilités communes mais différenciées, fondateur du régime des négociations, puis le fait que les changements climatiques sont dus aux êtres humains et plus particulièrement les activités des pays industrialisés, industrialisés, c'est-à-dire le Nord Global, le Québec et le Canada ont une responsabilités historique. Ils doivent faire leur juste part pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. **L'un des leviers de leurs actions est le financement climatique.**

Le Canada a annoncé en juin dernier le doublement de son engagement international en matière de financement climatique, soit 5,3 milliards de dollars (USD) au cours des cinq prochaines années. **Le cadre politique qui accompagne l'utilisation de cet argent s'inscrit dans le sillage de la politique féministe internationale du Canada.** Le Québec, lié par décret à l'Accord de Paris, utilise son marché du carbone, dont les revenus permettent de financer des initiatives en changement climatique au Québec, mais aussi à l'international. Près de 30 millions ont été investis dans le programme de coopération climatique internationale (PCCI).

Mais qu'est ce qu'un bon financement ?

- Il se rend dans les pays les moins avancés et les plus vulnérables et il s'oriente vers les populations marginalisées (jeunes, femmes, etc) en tenant compte de leurs besoins.
- Il s'agit d'une subvention et non d'un prêt (80% des financements climatiques sont des prêts).
- Il doit être stable, prévisible et s'échelonner sur plusieurs années pour avoir des impacts durables.
- Finalement, est attendu d'un bon financement climatique une meilleure répartition entre un support à l'atténuation et à l'adaptation.

Les perles

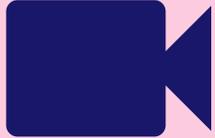
M. Blalogoe, basé au Bénin, a partagé son expérience. En 2009, son organisme a reçu plusieurs financements climat, tant à travers du PCCI que du programme de coopération volontaire d'Affaires mondiales Canada. Il rappelle que le financement va aider les plus pauvres et les plus vulnérables quelque part dans le monde. Le principe de la solidarité veut que ceux qui ont la responsabilité et la capacité de la faire viennent en soutien aux autres.

Chiffres clefs

- Les pays du G20 émettent 75% des GES sur la planète.
- Seulement 5% des financements climatiques mondiaux sont orientés vers les pays les moins avancés et seulement 3% aux petits états insulaires.

Pour aller plus loin

- [Le Québec et la coopération climatique internationale : nouvelle stratégie paradiplomatique d'un gouvernement non central.](#)
- [La participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques.](#)
- [Le Programme de coopération climatique internationale.](#)



Karine Péloffy
Conseillère aux affaires
parlementaires et légales depuis
2019 de la Sénatrice Rosa Galvez



Sarah Houde
Présidente-directrice générale,
Propulsion Québec



Johanne Whitmore
Chercheuse principale à la
Chaire de gestion du
secteur de l'énergie à HEC
Montréal



Vincent Moreau
Vice-Président exécutif
chez Écotech Québec

Le petit déjeuner de l'énergie

Lorsqu'on parle d'énergie, il est à la fois question de la cause principale du problème et des solutions alternatives pour lutter contre les changements climatiques. Cependant, les mots « énergie » ou « hydrocarbure » ne se trouvent pas dans l'Accord de Paris. Cela n'est pas un hasard; les négociations sont influencées par la forte présence des lobbys de l'énergie fossile qui défendent leurs intérêts.

Une fois ce constat posé, les panélistes sont revenu-e-s sur l'importance de développer une compréhension holistique de l'énergie, de **ne plus la voir comme quelque chose qui entre dans nos usines, passe par un pipeline et disparaît**. Au contraire, l'énergie est emmagasinée dans tout ce qui nous entoure. Puis, nous avons exploré les liens entre énergie et économie tout en mettant en lumière plusieurs leviers d'actions à notre disposition pour initier des transformations qui soient justes.

Notant que les changements climatiques sont le symptôme de plusieurs autres facteurs, les panélistes ont questionné notre système économique inefficace, problématique et basé sur l'exploitation des énergies fossiles. Ainsi, il serait intéressant de voir des leaders discuter de la révision des modèles économiques linéaires pour des modèles circulaires évitant par la même occasion l'externalisation des coûts. Le secteur de l'automobile a tout le potentiel nécessaire pour développer des modèles d'économie de partage. En ce sens, le secteur privé est reconnu par les panélistes comme une partie intégrante et cruciale d'un écosystème innovant. Il nous faut nous réinventer en pensant sobriété.

Les perles

Le « wokewatching » de l'industrie fossile reprend le discours ambiant sur l'impact disproportionné de la transition sur les populations pauvres et marginalisées certes, mais cela ignore la réalité du racisme environnemental qui fait que ces industries polluantes se retrouvent toujours dans les milieux de vie de ces populations en situation de pauvreté et de marginalisation et qui n'ont pas les moyens de se défendre.

On mise tout notre futur sur le fait que quelqu'un va inventer une licorne capable de retirer tout le carbone de l'atmosphère.

Chiffres clefs

- Dans la Politique énergétique 2030, le gouvernement énonce 5 cibles claires, dont la réduction de 40% de la consommation de produits pétroliers, l'augmentation de 25% de la production totale d'énergies renouvelables et l'accroissement de 50% de la bioénergie par rapport à 2013.

Pour aller plus loin

- [Dossier transition énergétique - un défi collectif sans précédent.](#)
- [Transition énergétique : à la rencontre de Johanne Whitmore.](#)
- [État de l'énergie au Québec, édition 2021.](#)
- [Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité.](#)



Charles Bonhomme
Spécialiste,
communications et affaires
publiques à la Fondation
David Suzuki



Karine Péloffy
Conseillère aux affaires
parlementaires et légales
depuis 2019 de la Sénatrice
Rosa Galvez



Anne-Céline Guyon
Chargée de projet
climat chez Nature
Québec



Sarah Couturier
Responsable de
l'engagement et plaidoyer
actionnarial à SHARE



Sari Sairanen
Directeur Sécurité
Environnement
Syndicat Unifor

Sortir des hydrocarbures, oui, mais comment?

Le défi des changements climatiques est aussi celui de la décarbonisation, soit le processus par lequel les énergies fossiles représentent une part de moins en moins importante de la consommation énergétique avec l'objectif à long terme d'une consommation nulle de ce type d'énergie.

L'engagement citoyen pour la décarbonisation et une transition juste n'a jamais été aussi important. Ce qui a poussé, à la veille de la CdP-26, le gouvernement Legault a renoncé à l'exploitation des hydrocarbures. Maintenant il doit travailler à la mise en œuvre d'une transition socio-écologique juste en engageant le dialogue avec tous les secteurs de la société. De plus, il ne doit pas céder au chantage des compagnies pétrolières et gazières qui demandent des millions de dollars de fonds publics en compensation financière.

Sarah Couturier a souligné l'importance du rôle des investisseur-e-s dans la sortie des hydrocarbures. En effet, l'incapacité à atteindre les objectifs climatiques de l'accord de Paris entraînera des coûts massifs qui seront aussi payés par les investisseurs. Les investisseurs ne peuvent pas se soustraire aux effets du changement climatique dans l'ensemble de leurs portefeuilles. Par conséquent, ils ont un intérêt évident dans le développement de politiques et réglementations climatiques efficaces. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux-euses à vouloir prouver l'existence de pratiques de lobbying responsables et à exiger une plus grande transparence.

L'industrie pétrolière s'inspire des stratégies utilisées par l'industrie du tabac qui a tenté d'empêcher la réglementation publique sur ses produits depuis des décennies. En résistance, 173 pays et l'Union européenne ont signé la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac entrée en vigueur en 2005. Ce traité reconnaît que l'industrie du tabac est en conflit d'intérêts irréconciliables avec la santé publique et que son influence doit être éradiquée. Inspirant !

Mise à jour

Depuis les Dialogues, le Québec a reporté à 2022 le dépôt de son projet de loi, et cela risque d'envoyer le message aux pétrolières qu'elles peuvent faire des gains.

Pour aller plus loin

- [*Climate Lobbying in the Canadian oil and Gas sector.*](#)
- [*Réduire les émissions ou éliminer les énergies fossiles? Comprendre le piège carbone au Canada.*](#)
- [*Québec adopte une motion sur la transition juste.*](#)

Les perles

Le lobby des combustibles fossiles à la CdP est plus important que le total combiné des huit délégations des pays les plus touchés par le changement climatique au cours des deux dernières décennies – Porto Rico, Myanmar, Haïti, Philippines, Mozambique, Bahamas, Bangladesh, Pakistan (ONG Global Witness).



Mathieu Lévesque
Consultant chez Dunsky
Énergie + Climat



Philippe Tanguy
Directeur général de
Polytechnique Montréal depuis
janvier 2018



Vincent Moreau
Vice-président exécutif
chez Écotech Québec



Jean-Pierre Finet
Analyste chez Regroupement
des organismes
environnementaux en énergie
animera votre panel

Transition vers les énergies propres : lesquelles et comment ?

L'Agence internationale de l'énergie dans son rapport annuel publié deux semaines avant la CdP-26, rappelle que si nous n'investissons pas plus massivement et rapidement dans les énergies propres, le monde subira les conséquences d'un réchauffement climatique à plus de 1,5 °C : « batteries, hydrogène, véhicules électriques... Tous ces secteurs sont contrés par la résistance du statu quo et des énergies fossiles ». Le Plan pour une économie verte 2030 (PEV), du gouvernement du Québec était le fil conducteur des discussions. Avec cette politique le gouvernement a indiqué souhaiter atteindre la carboneutralité à l'horizon 2050. De plus, le Québec a joint la campagne Objectif zéro des Nations unies, qui vise à engager les acteurs infranationaux envers l'atteinte de la carboneutralité d'ici le milieu du siècle.

Les trois piliers de la transition :

- substituer les énergies fossiles par les énergies renouvelables (1),
- produire des énergies renouvelables (2),
- réduire les demande en énergie tout en augmentant l'efficacité énergétique (3).

Ainsi, avec le PEV, le gouvernement souhaite électrifier l'économie québécoise à grande échelle pilier 1. Puis, doubler la production électrique au Québec d'ici 2050 pour répondre à la demande, pilier 2 (ce sera surtout Hydro-Québec qui s'en chargera). Finalement, l'accent devrait être mis davantage sur le troisième pilier, l'efficacité énergétique.

L'hydrogène dans les politiques énergétiques

Dans le PEV l'hydrogène apparaît comme un élément important pour l'atteinte de la cible de 2030. Mais avant toute chose, il convient de consulter les acteurs et actrices concernées, mettre en place et adapter des infrastructures, développer des normes et une sensibilisation du public. Par ailleurs, il existe plusieurs types d'hydrogène (vert, bleu, gris, rose, etc) qui ne sont pas produits de la même manière et qui n'émettent pas les mêmes quantités de GES. L'hydrogène vert semble être sur toutes les lèvres au Québec. [François Legault](#) souhaite même y consacrer une société d'État. Dominique Anglade, la cheffe libérale, promet de nationaliser le produit. Un nouveau bureau de développement de l'hydrogène vert et des bioénergies a été mis en place au Québec.

Une chose est certaine, nous n'avons pas fini d'entendre parler d'hydrogène.

Chiffres clefs

94% de l'électricité produite au Québec en 2019 provenait de sources hydroélectriques, 5% de source éolienne, et moins de 1% de la biomasse et du diesel.

Pour aller plus loin

- [Dossier transition énergétique - un défi collectif sans précédent.](#)
- [Transition énergétique : à la rencontre de Johanne Whitmore.](#)
- [État de l'énergie au Québec, édition 2021.](#)
- [Dunsky énergie + climat, rapport trajectoire de réduction d'émissions de GES du Québec Horizons 2030 et 2050 \(mise à jour 2021\).](#)

Les perles

Des énergies de transition, oui! Mais à la bonne place!



Caroline Lee
Experte en matière d'analyse des politiques climatiques et énergétiques internationales



Pierre-Olivier Pineau
Professeur titulaire au département des sciences de la décision de HEC Montréal et titulaire de la chaire de gestion du secteur de l'énergie



Renaud Gignac
Expert en politiques climatiques



Stéphane Legros,
Coordonnateur, surveillance du marché, stratégie et développement, Direction du marché du carbone, Direction générale de la réglementation carbone et des données d'émission, MELCC



Guy Drouin
Chef d'entreprise, Biothermica Corporation vice-président du conseil de Bioénergie Haïti et co-président du comité sur l'écofiscalité d'Écotech Québec

Entrée dans le monde des mécanismes de tarification du carbone

La tarification du carbone est au cœur des mesures que prendra le Canada pour atteindre son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, en vue de devenir carboneutre d'ici 2050. Cependant, la tarification du carbone ne fonctionne que si les mécanismes sont bien conçus. Les mécanismes de tarification du carbone permettent une transition vers une économie sobre en carbone en décourageant les émissions de GES et en incitant à trouver des alternatives. Ainsi, la tarification du carbone rend moins chers d'autres types d'énergie et encourage donc les entrepreneur-se-s à innover et trouver des alternatives plus écologiques.

Les mécanismes de tarification

Le gouvernement fédéral offre de la flexibilité aux provinces pour choisir le système de tarification du carbone qui leur convient. Si une province décide d'imposer son propre système et non celui proposé par le gouvernement fédéral, elle doit pouvoir démontrer que son système génère des réductions de gaz à effets de serre équivalentes au système fédéral. Il existe trois types de systèmes de tarification du carbone au Canada :

- la **taxe sur le carbone**,
- le **système de plafonnement et d'échanges**,
- le **système de tarification fondé sur le rendement (STFR)**.

Les prochaines étapes de la tarification du carbone au Canada

La tarification du carbone est un élément clé des efforts collectifs du Canada pour se décarboniser. Au cours des cinq dernières années, elle est passée d'une couverture de 38% de nos émissions nationales à 78%. Cependant, le Canada doit encore améliorer l'intégrité de ces mécanismes. Ainsi, tous les paliers gouvernementaux doivent rendre la tarification du carbone plus cohérente, transparente et efficace.

Chiffres clés

La comparaison des émissions couvertes en 2020 étaient inégales. Ainsi à aucun endroit ne sont couvertes toutes les sources d'émissions « couvrables » possibles; la couverture varie de 69% à 97%.

Pour aller plus loin

- [La tarification du carbone en 3 cartes.](#)
- [Introduction à la tarification du carbone et aux ajustement de la frontière carbone.](#)
- [L'écofiscalité au Québec: quelles options pour accélérer la transition énergétique et la décarbonisation de l'économie.](#)

Les perles

Les humain-e-s n'aiment pas payer, et iels abusent des choses gratuites comme le carbone.



Samya Lemrini
Avocate en droit de l'immigration
(Candidate à la maîtrise en droit
international et politique
internationale appliqués (LL. M.)



Pierre Cossette
Recteur de l'Université
de Sherbrooke depuis
juin 2017



François Delwaide
Conseiller en environnement
et économie sociale,
Développement de projets
institutionnels et d'activités
éducatives en environnement,
Collège Ahuntsic



Pierre Lemay
Adjoint au Vice-recteur au
Vice-Rectorat aux affaires
externes, internationales
et à la santé, Université
Laval



Leelo Vernet
Membre de l'Écothèque
et étudiante à Université
de Montréal



Albert Lalonde
Membre et co-porte-parole du
collectif Pour le futur
Montréal. Membre fondateur
de la Coalition étudiante pour
un virage environnemental et
social (CEVES)



Daphné Mongeau
Coordonnatrice de
l'engagement des jeunes,
au Projet de la réalité
climatique Canada

Éducation postsecondaire : moment charnière pour expérimenter de nouveaux espaces d'autonomisation et de mobilisation ?

Ce n'est un secret pour personne, quand on dit que la voix des jeunes dans les mouvements climatiques est essentielle et qu'ils sont très mobilisé-e-s. Cet engagement se fait bien souvent en parallèle de leurs études et prend parfois même forme dans les institutions postsecondaires. Ces institutions offrent un terrain fertile aux étudiant-e-s pour qu'ils puissent exprimer leurs intérêts et développer des initiatives. C'est pourquoi au travers des échanges, nous nous sommes questionnés à la fois sur l'existence et l'émergence de ces espaces de mobilisation dans les institutions, mais aussi les freins et opportunités pour leur développement.

La mobilisation des jeunes va enrichir à la fois les institutions elles-mêmes, mais aussi tou-te-s les étudiant-e-s (impliqué-e-s ou non). C'est pourquoi les universités et collèges se donnent le devoir d'appuyer le leadership des étudiant-e-s et des professeur-e-s mobilisé-e-s. Les institutions se donnent aussi des devoirs, poussant par exemple pour la mise en place de cours sur l'écocitoyenneté dans tous les programmes à grades, devenant carboneutres, favorisant la curiosité et permettant l'expérimentation. Cependant, les échanges ont aussi mis en lumière l'existence de freins relatifs à l'engagement des jeunes. Par exemple, le fait de travailler en parallèle de ses études, de payer des frais de scolarité, de devoir faire face à une bureaucratie trop lourde pour obtenir du financement, ou encore, d'entrer dans un rapport de force avec sa propre école. Par exemple, en devant la pousser à adopter des politiques de désinvestissement.

Finalement, il existe plusieurs pistes d'amélioration pour enrichir et développer les espaces d'expérimentation et d'autonomisation au niveau postsecondaire. Les échanges ont démontré que chacun-e était engagé-e sur cette voie et qu'il était essentiel d'entretenir le dialogue et de développer des stratégies communes.

Pour aller plus loin

- [Stratégies de développement durable de l'Université de Sherbrooke.](#)
- [Action climatique de l'Université Laval: carboneutralité.](#)
- [Groupe de mobilisation - Désinvestissement l'UDEM - Écothèque.](#)
- [Coalition étudiante pour un virage environnemental et social - CEVES.](#)
- [Campus de la réalité climatique Canada.](#)

Les perles

La charge mentale et le temps requis pour lutter contre sa propre école, c'est de l'énergie qui aurait pu être mise ailleurs.

Il faut être capable d'écouter quand une frange plus militante vient nous confronter et nous pose des questions. Il faut accepter la critique qui va nous amener à réfléchir et reconnaître qu'on devrait être plus actif-ve-s. Ce sont les dialogues qui vont amener des changements.



Severn Cullis-Suzuki
 Activiste environnementale et culturelle, conférencière et autrice, Severn assume désormais le rôle de directrice exécutive de la Fondation David Suzuki



David Suzuki
 Généticien et journaliste de renommée mondiale, David Suzuki a cofondé la Fondation David Suzuki en 1990



Ellen Gabriel
 Défenseuse des terres mohawk, nommée par les Kanehsatà:ke pour être la porte-parole pendant la crise d'Oka en 1990. Elle poursuit depuis lors son travail de militante des droits humains



Samuel Rainville
 Ambassadeur à Mikana, Samuel est un jeune militant autochtone pour le climat et la justice sociale.



Melissa Mollen Dupuis
 Militante autochtone, réalisatrice, animatrice d'émission de radio et militante pour la forêt boréale à la Fondation David Suzuki

D'une génération à l'autre : l'urgence climatique demeure

Au travers des échanges intergénérationnels, nous avons discuté certes de l'urgence climatique, mais principalement des moyens de travailler en faveur de la justice environnementale et sociale. Les discussions se sont ouvertes sur l'espoir concernant les mouvements environnementaux et notre avenir en tant qu'espèce. **Nous avons tou-te-s une relation différente à l'espoir.** Il est un moteur qui se trouve en nous parfois renforcé par les actions menées par la jeunesse, mais surtout par notre connexion à la terre. **En effet, l'espoir ne vient pas des processus onusiens, mais des gens qui travaillent pour la protection des terres et garde l'espoir vivant en nous.**

La justice environnementale et sociale repose sur le leadership autochtone, la protection et le partage des savoirs traditionnels et pourtant, les premiers peuples sont toujours marginalisés. De plus, les jeunes autochtones ont de plus en plus de difficulté à accéder aux savoirs ancestraux et à leurs territoires. C'est pourquoi les panélistes sont revenus sur les traumatismes intersectoriels et intergénérationnels qu'ils vivent sur le terrain. Durant la discussion, nous avons exploré des pistes de solutions pour que chacun-e puisse se réappropriier sa culture, sa langue et son territoire dans un processus réparateur et porteur de justice climatique. D'une part, maintenir les langues traditionnelles est une manière de protéger des façons de penser. D'autre part, il est impératif de sortir des schémas colonisateurs soutenus par des instruments juridiques et l'utilisation de la contrainte pour obtenir des consentements qui ne sont ni libres ni éclairés.

Finalement, les échanges se sont conclus sur l'importance de rétablir l'équilibre dans nos sociétés entre les jeunes et les aîné-e-s mais aussi entre les genres. L'équilibre permet la transmission des savoirs tout en développant des possibilités incroyables basées sur la diversité des personnes impliquées. Parce que plus on a de langues, connaissances, voix, cultures, genres, économie, idées, plus on développe des stratégies de réponses aux chocs et on devient résilient-e-s. **Soyons unis pour protéger nos peuples, notre terre et toutes nos relations, car c'est la loi autochtone.**

Les perles *Il faut arrêter de penser dans la petite boîte sinon on va continuer à s'en remettre aux hommes blancs et riches des Nations Unies pour prendre des décisions.*

Chiffres clefs

Les communautés autochtones représentent moins de 6% de la population mondiale, mais elles protègent 80% de la biodiversité mondiale.

La résistance autochtone à des projets sur l'île de la Tortue (luttés en cours, victoires contre des projets qui n'ont jamais été menés à bien et les infrastructures en service) représente une réduction d'environ 28% de la pollution américaine et canadienne de 2019.

Pour aller plus loin

- [*Mikana : décoloniser les esprits. Redéfinir notre chemin ensemble.*](#)
- [*Les peuples autochtones font face à des menaces existentielles.*](#)
- [*Extreme weather events signal end times for colonial systems; Land Defenders hold the solutions. All out in support of Wedzin Kwa!*](#)
- [*Indigenous resistance against carbon.*](#)



Natalia Torres Orozco
Professionnelle de recherche et
gestionnaire de projet, CIDIS (Centre
interdisciplinaire de développement
international en santé)



Laurent Lepage
Professeur associé, institut des
sciences de l'environnement de
l'UQAM (ISE)

Le petit déjeuner adaptation, pertes et préjudices

Les politiques d'atténuation du changement climatique ne produisent pas les effets escomptés et l'adaptation, c'est-à-dire la mise en place de plans et stratégies pour développer la résilience des communautés atteint ses limites. Il faut à présent faire face aux pertes et préjudices qui sont subis de manière disproportionnée par les pays les plus vulnérables (pays les moins avancés et petits États insulaires en développement) qui sont également les pays les moins responsables des changements climatiques.

Les pertes et préjudices disposent de leur propre mécanisme: **le mécanisme international de Varsovie** (MIV ou WIM en anglais). Créé en 2013 lors de la CdP-19 (voir chronologie, en anglais) il a trois fonctions principales :

- (1) améliorer la connaissance et la compréhension des approches globales de gestion des risques (GRC). C'est-à-dire collecter et partager les données pour construire la vue d'ensemble des meilleures pratiques.
- (2) renforcer le dialogue et la coordination entre les parties prenantes. C'est-à-dire développer une cohérence et une coordination entre les Parties (CCNUCC et en dehors) pour renforcer l'agentivité.
- (3) renforcer l'action et le soutien par le financement, la technologie et le renforcement des capacités. C'est-à-dire un soutien technique, un accès à l'information et une recommandation à la CdP, pour aider à la prise de décision.

Responsabilité & Financement

Lorsqu'on parle de pertes et préjudices, se pose nécessairement la question de la responsabilité « à qui la faute ? ». À partir du moment où cette question est posée, les pays les plus industrialisés, les plus riches et les plus responsables historiquement tardent à apporter une réponse parce que ça pourrait leur coûter très cher sur le plan financier, mais aussi juridique. Les pays les plus vulnérables plaident pour que les pertes et préjudices soient traités séparément de l'atténuation et de l'adaptation. Cela permettrait notamment la création de nouveaux outils financiers.

Pour aller plus loin

- [*Migrer pour survivre : la protection des migrant-e-s climatique dans le cadre du régime climatique international.*](#)
- [*La Wallonie rejoint l'Écosse et consacre un million d'euros au volet « pertes et préjudices ».*](#)
- [*COP26 must deliver on loss and damage finance.*](#)

Les perles

Soyons cohérent-e-s, mettons les pertes et préjudices à l'ordre du jour des CdP, et ce, de manière permanente.

Pour les pertes et préjudices, il faut sortir de la théorie et opérationnaliser, n'oublions pas qu'on parle de centaines de milliers de vies.



Véronique Bouchard
Fermière de famille et
agronome, Ferme Aux Petits
Oignons, Mont-Tremblant,
Québec



Véronique Simard-Brochu,
Coordonnatrice aux affaires
publiques, Fédération de la
relève agricole du Québec
(FRAQ), UPA Capitale-
Nationale-Côte-Nord



Duince Ahossouhe
Président du Collège des jeunes
de la Plateforme nationale des
organisations paysannes et de
producteurs agricoles
au Bénin



Caroline Mailloux
Chargée de programmes-
sécurité alimentaire et
environnement, Oxfam-Québec



Sibalo Azeita Koussoube
Officier de programme,
programme Moyen
d'Existence et Chaîne de
valeur à Oxfam Burkina Faso



Simon Brault
Enseignant au collégial
Programme technique
Gestion et technologies
d'entreprise agricole

Comment assurer la relève agricole à l'heure de la crise climatique?

Lorsqu'on emploie le terme de « relève agricole », cela sous-tend une transition générationnelle de réappropriation de la terre par une nouvelle génération d'agriculteur-ice-s. Or, dans la vaste majorité des pays, les jeunes semblent désintéressé-e-s par ce domaine. Alors, quels sont les défis pour redynamiser le secteur de l'agriculture ? Comment les changements climatiques impactent la relève agricole et quels sont les freins à la rentabilité et par là même à l'attractivité du secteur agricole pour les jeunes ? Les réflexions ont été nourries par le partage d'expériences de personnes au Québec, au Burkina Faso et au Bénin.

Un besoin de changements structurels

Tou-e-s conscient.e.s des pressions (économiques et sociales) qui pèsent sur les épaules des agriculteur-ric-e-s comme en témoignent les vagues de suicides en Inde, les panélistes sont d'abord revenu-e-s sur l'importance de développer des modèles coopératifs, de réseauter, d'être plus solidaires et finalement de valoriser le travail agricole pour devenir plus résilient-e-s et attrayant-e-s. Cependant, cela va demander des changements structurels, par exemple au niveau de la propriété, de l'éducation postsecondaire, des systèmes de prêts et d'endettements. À cela, il faut ajouter un nécessaire leadership gouvernemental, des politiques publiques fortes pour mettre en place les changements souhaités.

La résilience technologique

Celle-ci a largement été tempérée lors des échanges. En effet, les nouvelles technologies sont bien souvent conçues pour aider un certain type de personnes dans un certain type de pays, adaptées aux intempéries climatiques des pays du Nord. Elles ne sont pas conçues pour le gabarit des femmes des pays du Sud. Cela fait naître une discrimination indirecte et témoigne une fois de plus du besoin de changement structurel.

Les difficultés d'accès aux terres, les défis systémiques ainsi que le poids de devoir assurer la relève rendent la passation d'une génération à l'autre difficile. Cependant, l'existence d'une multiplicité d'initiatives inventives et motivantes de la part des jeunes montrent que partout à travers le monde, iels sont prêt-e-s à mener cette relève si les moyens leur sont donnés.

Chiffres clés

- Au Québec, le MAPAQ indiquait dans un document de 2019, que le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 21% en 2016 par rapport à 1996.
- La zone agricole cultivable au Québec ne représente que 2% du territoire (en France, c'est 58%).
- Au Québec ces cinq dernières années, près de 10 000 hectares agricoles ont été sacrifiés à d'autres usages que l'agriculture.

Pour aller plus loin

- [Le MAPAQ veut connaître le profil de la relève agricole pour adapter l'accompagnement.](#)
- [L'accès aux terres agricoles pour la relève: plus qu'une question de morcellement.](#)

Les perles

On parle souvent d'effets potentiels ou futurs du réchauffement climatique, mais c'est une réalité bien présente pour des pays comme le Burkina Faso.



Sabaa Khan
Directrice générale pour le Québec et l'Atlantique à la Fondation David Suzuki



Joëlle Vincent, M.Sc., CRHA
Fondatrice de Viaconseil et Présidente du Conseil d'administration de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal



Denise Byrnes
Première femme à diriger Oxfam-Québec depuis sa fondation



Félix Lorrain Landry
M.Sc., doctorant à l'Université du Québec en Outaouais



Charles Bonhomme
Spécialiste, communications et affaires publiques à la Fondation David Suzuki

Au-delà de la lutte climatique : la justice climatique

Nous évoluons aujourd'hui dans un contexte climatique où les inégalités environnementales sont plus présentes que jamais et parfois même exacerbées par les politiques climatiques mises en place. Partant de ce constat, la justice climatique est devenue un concept clé pour lutter contre ces inégalités qui vont au-delà de la lutte aux changements climatiques. Ainsi, les échanges ont démontré en quoi la justice climatique est indispensable aux discussions locales et négociations internationales. Les panélistes ont tissé des liens entre les différents enjeux de justice climatique et environnementale prioritaires à Montréal, au Canada et à travers le monde. Tout en discutant des outils à notre disposition pour rétablir l'équilibre sans recréer des schémas d'injustice.

La justice climatique :

- Elle est intrinsèquement liée au principe d'équité qui encadre la coopération internationale climatique. L'équité, c'est le fait de prendre en compte que nous ne sommes pas tou-te-s égaux·ales face à notre vulnérabilité, notre responsabilité et nos capacités de réponse. Mais, une approche basée sur la justice climatique prend notamment en compte les droits humains, ainsi que les inégalités de genre.
- Elle reconnaît que les personnes qui ont bénéficié des actions qui ont conduit aux changements climatiques ne sont pas celles qui en subissent les conséquences.
- Elle remet l'humain au centre de la discussion et des préoccupations car derrière les questions d'émissions de GES et des solutions technologiques à prévoir ... il y a des vies.

On voit des mouvements planétaires qui ont intégré les enjeux de droits humains et d'intersectionnalité dans les discussions climatiques. Les litiges climatiques poussent aussi pour de nouvelles normes juridiques. Ces changements sont importants mais ils sont trop lents. Il faut un plan de la part des gouvernements.

Pistes de solutions : avoir les absent.e.s aux tables de négociations (jeunes, femmes, peuples autochtones, personnes racisées) pour comprendre leurs besoins et écouter leurs pistes de solutions ; décoloniser le droit international ; ne pas tomber dans le piège des bonnes intentions ; travailler en collaboration.

Chiffres clefs

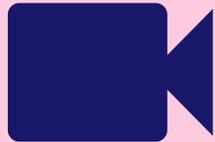
- Un enfant né à Hochelaga a 9 ans de moins d'espérance de vie qu'un enfant né à Westmount, en raison notamment des infrastructures vertes.
- Les immigrant-e-s et les résident-e-s à faible revenu sont exposés à une pollution atmosphérique cumulative plus élevée à Montréal. Les concentrations étaient jusqu'à 10% plus élevées pour les populations noires, latino-américaines, arabes et d'Asie du Sud-Est à faible revenu par rapport aux populations blanches.

Pour aller plus loin

- **[Ensemble, mettons fin au racisme environnemental!](#)**
- **[Un climat de justice.](#)**
- **[Guide argumentaire: La transition juste au Québec.](#)**
- **[Une poursuite au nom de toute une génération.](#)**

Les perles

Au niveau local, les gens d'affaires sont prêts à embarquer - faire de l'Est un territoire juste et durable. En tant que citoyenne impliquée, je ne sens pas cette même motivation au niveau global et ça me préoccupe.



Kathia Narcisse,
Coprésidente du comité
jeunes FTQ



Simon Telles
Président, Force
Jeunesse



Florence Lachapelle
Militante pour la CEVES – la
Coalition étudiante pour un
virage environnemental et
social



Lise Goin
Assistante dans l'unité de
transformation et d'innovation
de l'économie de la
biodiversité, étudiante
Université de Montréal



Alexandre Gubert Lette
Journaliste et militant
écologiste membre de
Mock COP/partenaire
d'Oxfam



Léa Ilardo
Chargée de projets en
mobilisation citoyenne à la
Fondation David Suzuki

La mobilisation jeunesse : actrice incontournable de l'ambition climatique ?

Lorsqu'il est question de justice climatique, dans une perspective de justice intergénérationnelle, une partie de la population a son mot à dire : la jeunesse. D'ailleurs, les jeunes sont souvent décrit-e-s comme rassembleur-se-s, mobilisateur-trice-s et disséminateur-trice-s d'information. Iels ont souvent des visions alternatives et des propositions transformatrices, puisqu'iels pensent en dehors de la boîte. **La jeunesse au cours des dernières années est même devenue le catalyseur de l'action climatique. Malgré tout, iels sont toujours considérés comme les leaders de DEMAIN.**

Ouvrir les échanges sur le contexte de mobilisation des panélistes a permis de sortir d'une approche homogène de la jeunesse. En effet, les réalités (effet des changements climatiques, guerre, répression, etc) et leviers d'actions (écoute, accès aux tables des négociations, liberté de paroles et d'action, etc) de la jeunesse dans les pays du Sud ou du Nord diffèrent même si les objectifs de mobilisation se ressemblent. D'ailleurs, au Québec, on voit une unification des discours qui visent à mettre de l'avant les réalités des personnes qui sont en première ligne (ici et ailleurs) et qui vivent dès maintenant des injustices climatiques. *Se mobiliser dans un pays du Nord, c'est aussi exiger une ambition à la hauteur de la responsabilité historique du pays ou on se trouve, demander à nos gouvernements de faire leur juste part.*

Finalement, il est indéniable que les jeunes sont dans une position de leadership, un leadership d'un nouveau genre. Alors, maintenant il faut contrer l'idée qu'iels sont les leaders de demain, iels revendiquent de participer aux prises de décision dès aujourd'hui. Voici quelques pistes qui ont été explorées : développer des dialogues intergénérationnels, transformer les discours sur la place publique et ne plus attendre que le gouvernement fasse une place à la jeunesse, mais la prendre.

Pour aller plus loin

- [Demain c'est aujourd'hui balado.](#)
- [Le réalisme, parlons-en.](#)
- [Teranga Lab.](#)

Les perles

On a une jeunesse qui a pris conscience qu'on se moquait un peu d'elle quand on parle d'ambition climatique.

La crise climatique on en parle au présent dans pleins d'endroits alors que dans le cadre des CdP, on parle de cible 2030-2050.



Jena Webb
Bénévole chez Mères au front et fondatrice de Mères au front – Rosemère et ses environs



Ashley Byrne
Gestionnaire de projets avec l'Alliance étudiante en développement durable de l'Université Laval



Amandine Gournay,
Conseillère en développement durable et chargée de projet Genre et environnement Réseau des femmes en environnement



Isabelle de Champlain-Bringué
Chargée de programme en Justice de genre et Droits des femmes, Oxfam-Québec



Leslie Palamède
Co-coordinatrice du groupe campus Oxfam-Québec Université Laval

Femmes et changements climatiques: des expériences communes?

Discutons de l'expérience vécue par des femmes qui s'engagent, professionnellement, bénévolement, en tant que mère de famille, chercheuse ou encore étudiante, dans la lutte contre les changements climatiques. Certaines tirent de leur propre vécu une sensibilité quant à la nécessité de faire entendre les voix de ceux et celles qui ne peuvent pas prendre la parole, pour des raisons de classe, de race ou encore d'orientation sexuelle. D'autres soulignent qu'expérimenter le monde en tant que femme et environnementaliste conduit à créer des ponts entre les luttes féministes et écologiques. **Enfin, elles sont unanimes sur la nécessité d'intégrer des perspectives féministes intersectionnelles en matière de lutte contre les changements climatiques.** D'une part sans ces approches, il n'est pas possible de faire face aux systèmes d'exploitation interreliés tels que le capitalisme, le colonialisme ou encore le patriarcat. D'autre part, ces approches intersectorielles permettent aussi d'analyser la crise climatique par le prisme de la justice sociale.

Les effets des changements climatiques varient selon les régions, les générations, l'âge, les classes sociales, les groupes de revenus et les sexes. De plus, il est clair que les populations qui sont déjà les plus vulnérables et les plus marginalisées sont et seront les plus touchées. Dans bien des cas les rôles des femmes, leurs travaux rémunérés et non rémunérés, leurs responsabilités et la place qu'elles ont (ou n'ont pas) dans les prises de décision accentuent leurs vulnérabilités. Alors que les femmes sont des expertes locales des impacts des changements climatiques, elles ont des propositions pour atténuer leurs effets et s'adapter, et ce même au Canada. Valorisons la diversité d'expériences des femmes, donnons-leur plus de place dans les sphères décisionnelles et exigeons davantage d'analyses différenciées selon le genre pur des prises de décision éclairées, voici quelques-unes des pistes d'actions que nous avons explorées pour construire un monde plus juste.

Les perles

Ne soyons pas aveuglé-e-s par notre confort et nos situations privilégiées, comprenons que dans d'autres pays il existe de grandes inégalités entre les hommes et les femmes.

Chiffres clefs

- Les femmes et les enfants sont 14 fois plus susceptibles de mourir pendant une catastrophe naturelle que les hommes.
- Environ 1,5 million de filles risquent de se marier en raison d'événements liés au changement climatique.

Pour aller plus loin

- [Changement climatique et inégalités de genre.](#)
- [L'impact différencié de la pandémie sur les femmes nous pousse à créer des liens.](#)
- [La Covid-19 a provoqué un recul mondial des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive.](#)



Andréanne Brazeau
Analyste - Mobilité chez
Équiterre



Émile Boisseau-Bouvier
Analyste - Politiques climatiques
et transition écologique chez
Équiterre

Le petit déjeuner du transport

Au niveau international, les transports représentent entre 15% et 25% des émissions de gaz à effet de serre, et les trois quarts de ces émissions proviennent plus spécifiquement du transport routier, qu'il soit question de déplacer des personnes ou des marchandises. Au Canada, le secteur des transports est le seul dont les émissions continuent de croître avec le secteur des énergies fossiles. Au Québec, le transport représente près de la moitié des émissions de carbone (44,8%), en raison notamment de la croissance du parc automobile et de la taille des véhicules qui le composent. Or, les solutions pour remédier à la situation sont multiples et il est urgent de les déployer pour réduire la culture du « tout à l'auto » ici et ailleurs.

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les transformations doivent se faire beaucoup plus rapidement et toucher tous nos systèmes de transport (personnes et marchandises): voitures, camionnettes, bus, poids lourds, bateaux et avions.

Soulignons que l'un des grands angles morts de l'Accord de Paris en matière de contrôle des émissions de transport concerne les secteurs maritime et aérien. Même s'il existe le *Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation* (CORSIA), programme de compensation carbone international pour l'aviation civile, sa crédibilité environnementale est critiquable. Se développent également des solutions technologiques pour des combustibles de remplacement comme les biocarburants, mais au-delà des questions d'efficacité (maintien des énergies fossiles, hydrogène dérivé du gaz naturel, utilisation d'énorme quantité d'énergie renouvelable, hydrogène renouvelable). Se posent des questions éthiques telles que la compétition pour l'utilisation des terres agricoles pour certains biocarburants.

Les perles

Il nous appartient de rester vigilant-e-s face aux fausses solutions qui nous sont proposées et réfléchir à des systèmes en faveur de la sobriété.

Chiffres clefs

- Le transport routier représente 10% des émissions mondiales et ses émissions augmentent plus rapidement que celles de tout autre secteur.
- Les « grands voyageurs » représentent seulement 1% de la population mondiale, mais ont causé la moitié des émissions de carbone de l'aviation en 2018.

Pour aller plus loin

- [*The global scale, distribution and growth of aviation: Implications for climate change.*](#)
- [*L'aviation réajuste son mécanisme vert à la lumière de la pandémie.*](#)
- [*Moins de carbone à la pompe dès 2023.*](#)



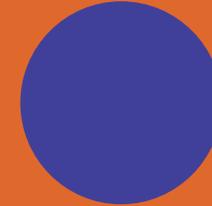
Diego Creimer
Responsable – Solutions nature
pour le climat et relations
gouvernementales à la Société
pour la nature et les parcs
(SNAP Québec)



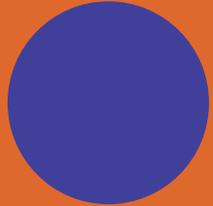
Anne-Céline Guyon
Chargée de projet - Nature
Québec



Dr. Sylvia Wood est directrice
de la recherche et du
développement chez Habitat



Simon Laflamme
Biologiste et ex-coopérant en
environnement au Pérou. Simon
suit présentement une maîtrise
en urbanisme à l'université
McGill



Serge Giard
Producteur agricole et
membre fondateur de
l'association Victimes des
pesticides du Québec

Les solutions nature pour le climat : comment éviter l'écoblanchiment ?

Comme pour tout nouveau concept, les solutions fondées sur la nature pour le climat font face à un risque de récupération et de détournement. Nous le constatons déjà. Dans la course à la carboneutralité, la comptabilisation et la compensation des émissions de gaz à effet de serre sont des enjeux centraux. Certain·e·s n'hésitent déjà pas à se servir des solutions fondées sur la nature dans une perspective d'écoblanchiment, pensant pouvoir ainsi s'éviter le travail d'atténuation de leurs émissions de GES et continuer leurs activités sans réel effort d'opérer une véritable transition écologique et sociale. Ne perdons pas non plus de vue, l'objectif premier qui est de réduire les émissions à la source.

Lorsqu'on parle de solutions nature climat, on pense souvent aux arbres, mais ce n'est pas la seule possibilité. En effet, c'est à peu près tous les milieux naturels qui sont des puits de carbone naturel capable de capter et stocker du carbone dans leurs biomasses et les sols. Sylvia Wood a présenté l'assise scientifique des solutions basées sur la nature, par exemple pour le Canada, la contribution des solutions nature d'ici 2030 pourrait apporter une atténuation d'environ 782.Tg CO2e/an, l'équivalent des émissions de toute l'industrie lourde au Canada. Au Pérou, faire appel aux savoirs ancestraux et solutions nature permet de lutter contre la pénurie d'eau. Serge Giard basé au Québec, nous a raconté sa propre métamorphose, comment il est passé d'une agriculture industrielle à écologique - véritable sources d'inspiration.

Finalement, travailler avec la nature, c'est s'attaquer à la fois à la crise climat et à la crise de la biodiversité. À condition toutefois, d'encadrer adéquatement l'implantation des solutions nature pour éviter les abus. Il nous appartient de lutter contre les récupérations par des débats inclusifs avec des perspectives multiples soutenues données scientifiques solides.

Les perles

Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain, il y a des risques d'écoblanchiment, mais apportons les nuances nécessaires pour éviter toute récupération.

Chiffres clefs

- À l'échelle mondiale, c'est plus de 30% des efforts de lutte aux changements climatiques qui pourraient être fournis par les écosystèmes.
- Les terres agricoles au Canada peuvent apporter une atténuation de 37,4 mégatonnes d'équivalent CO2/an (48% du potentiel d'atténuation).

Pour aller plus loin

- [NEW: Nature-based Climate Solutions Report \(sneak peek\)](#)
- [COP26 et solutions nature : Comment éviter l'écoblanchiment?](#)
- [En mode solutions nature.](#)
- [IUCN, International Union for Conservation of Nature.](#)



Andréanne Brazeau
Analyste - Mobilité chez
Équiterre



Jean-François Barsoum
Consultant délégué principal,
villes intelligentes, IBM
recherche et développement



Jérôme Laviolette
M.Sc.A génie civil spécialisation
transport
Candidat au doctorat - Chaire
Mobilité, Polytechnique Montréal



Etienne Grandmont
Directeur général
Accès transports viables

Le transport routier et nos émissions de GES, un casse-tête sans fin?

Notre piètre performance dans le secteur des transports nous conduit à manquer systématiquement nos cibles de réduction de GES et ce alors que l'efficacité énergétique des véhicules ne cesse de s'améliorer. Y a-t-il un lien entre cette incapacité à gérer les émissions du secteur des transports et l'accroissement du parc automobile, de l'étalement urbain, de l'augmentation de la taille et du poids des véhicules qui circulent sur nos routes? Ce sont les questions qui ont guidé les échanges entre les panélistes.

La Politique de mobilité durable du Québec prévoit trois leviers par lesquels on peut arriver à une mobilité plus sobre en carbone, mais aussi meilleure pour l'environnement en général. Cette approche est nommée réduire - transférer - améliorer. En 2020, le gouvernement provincial a annoncé l'interdiction de la vente de véhicules neufs à essence à partir de 2035 sur le territoire québécois. Le plan pour une économie verte mise effectivement largement sur l'électrification des transports. Bien que ce soit un moyen pour réduire les émissions, il importe de cibler la source du problème. **On doit viser la réduction, et non augmenter la demande pour de gros automobiles électriques.** Il faut une aussi plus d'équité, c'est-à-dire récompenser des attitudes, par exemple les familles sans autos. Le gouvernement doit aussi assumer la responsabilité de rendre les options plus faciles et plus écologiques, le transport actif, ou encore le développement d'infrastructures. Malheureusement, les voitures deviennent de plus en plus longues, larges et lourdes. Il y a aussi une plus grande facilité d'accès au crédit et aux prêts automobiles. C'est l'industrie automobile qui en bénéficie, et la société qui en souffre. C'est pourquoi on se doit de réglementer la publicité de voitures pour rejoindre notre cible de 2035.

Les automobiles autonomes privées sont de plus en plus abordées dans les discussions de transports écologiques. Jean-François Barsoum explique que le véhicule autonome est un outil incroyable mais qu'il en fait une bonne utilité. Ils devraient être partagés comme des navettes collectives contrairement aux États-Unis où les véhicules autonomes sont individuels. Est-ce qu'un véhicule vide ne devrait pas payer? La plupart des gens seraient d'accord avec cette politique, alors il faudrait commencer par là. Mais plus on attend, plus difficile ce sera de changer le comportement des gens. Il faut penser à l'avance et préparer des projets pilotes. La technologie existe déjà, mais il reste la volonté.

Chiffres clefs

Un seul autobus peut remplacer plus de 40 automobiles, économiser 70 000 litres de carburant et empêcher le rejet de 168 tonnes de polluants par an. Pour chaque million de dollars investis, l'automobile crée 5,5 emplois pour 11,4 dans le transport collectif. En 2019, le secteur automobile était **le deuxième plus grand investisseur en publicité numérique** au Canada: sa part s'élevait à 19%, soit 1,6 milliard de dollars.

Pour aller plus loin

- [Comprendre la hausse des camions légers au Canada afin de renverser la tendance.](#)
- [Sans limite la publicité automobile au Canada.](#)
- [Mobilité et psychologie : comprendre et agir pour soutenir les changements de comportement.](#)
- [À quoi ressembleront nos villes dans les prochaines années ?](#)

Les perles

Dans les 20 dernières années, on a perdu 17 parcs Lafontaine en espace de stationnement.



Le rôle des services publics dans la transition socioécologique?

Dominique Bernier, conseillère en éducation pour un avenir viable à la Centrale des syndicats du Québec. Elle coordonne également le Mouvement ACTES. Elle représente également la CSQ au conseil d'administration du Front commun pour la transition énergétique.

Louis-Joseph Saucier, originaire d'Abitibi-Témiscamingue et formé en science politique, sciences de l'environnement et sociologie, il est conseiller en recherche et en défense des services publics depuis 2013 au Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).

Cet atelier a permis de **retracer l'histoire du concept de transition juste**, revenant sur les mouvements conjoints de mobilisations syndicales et écologistes dans les années 1970, les travaux de l'organisation internationale du travail (OIT), la déclaration de Silésie à la CdP-24 en Pologne et finalement son inscription dans le préambule de l'Accord de Paris. La transition juste intègre les enjeux d'équité et de justice sociale à la question de la transition vers une économie faible en carbone. Elle tente de dépasser les débats « économie versus écologie ». **Cependant, plusieurs interprétations différentes et parfois divergentes de la transition juste se côtoient, passant du « greenwashing » à une proposition de changement radical de système.**

Nous avons pris conscience du potentiel, peu publicisés, du rôle des institutions publiques dans la mise en œuvre d'une transition juste. En effet, il faut répondre à la nécessité d'investir massivement dans l'infrastructure climatique et dans les services publics pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (atténuation), pour renforcer la résilience afin d'absorber les chocs d'événements météorologiques extrêmes (adaptation), et pour remédier à la perte et aux dégâts importants qui se sont déjà produits.

Il apparaît que la transition n'est pas un processus linéaire, bien au contraire elle est mise en mouvement par des rencontres entre des systèmes de valeurs, des expérimentations et une évolution des pratiques de vie qui permettent une mise en synergie des initiatives. Et, l'action publique peut faire évoluer ses missions et ses modes d'intervention afin d'accompagner de tels processus.

Pour aller plus loin

- [Passerelles Québec, Initiative de transition socio-écologique.](#)
- [IRIS, Qu'est ce que la transition juste ?](#)
- [OIT : Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous.](#)



Maheep Sandhu
Gestionnaire de programme au projet
de la réalité climatique Canada

Le petit déjeuner des villes

« Je suis entré dans cet espace en me demandant comment mon travail quotidien avec les groupes de défense du climat basés dans les villes se traduit au niveau de la politique climatique internationale. En tant que citoyen-ne-s, comment nos intérêts sont-ils représentés dans ces espaces, en particulier lorsque notre avenir est sur la table des négociations ? Comment les engagements de haut niveau et les conversations à huis clos se traduisent-ils par des actions significatives dans nos communautés ? Je réfléchis ici à mon expérience et j'espère partager certains de mes apprentissages ».

Les villes sont parmi les plus grandes sources d'émissions de GES, responsables de plus de 70% des émissions mondiales, elles ont donc un rôle clé à jouer pour relever les défis de la lutte contre les changements climatiques dans une perspective de justice. Par conséquent, de nombreuses villes, gouvernements locaux et régionaux se mobilisent pour contribuer positivement à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Plusieurs des leviers d'action dont elles dépendent reposent sur leurs manières de construire et d'utiliser de l'énergie pour permettre aux gens de vivre, de se déplacer et de s'épanouir.

Dans l'arène internationale, les villes n'ont pas le pouvoir de ratifier les traités et elles n'ont pas toujours accès aux salles de négociations. Cependant, **il ne faut en aucun cas sous-estimer leur pouvoir d'action qui est décuplé lorsqu'elles travaillent en réseau, notamment dans le contexte des CdP.** Maheep, présent à Glasgow, rappelle toutefois que les villes du monde entier répondent à des réalités (économiques, sociales et politiques) différentes, ce qui se ressent dans la disparité des actions prises en faveur de l'adaptation, de l'atténuation et les capacités de réponse de chacun-e. De plus, au sein même des CdP persiste une très grande inégalité dans la représentation des villes du Nord et du Sud.

Les villes tout comme les citoyens peuvent faire émerger des normes par le bas. Par exemple, les villes prennent des engagements publics en faveur de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et par la même occasion poussent leurs dirigeant-e-s à faire de même. Mais il reste impératif de leur donner les moyens nécessaires pour qu'elles puissent mettre en place des solutions adaptées à la crise climatique et en faveur de la justice sociale. Un travail important doit être engagé sur le financement.

Chiffres clefs

- Les villes consomment près de 80% de l'énergie mondiale et produisent plus de 60% des émissions de gaz à effet de serre, tout en abritant la majorité de la population.
- Lors de la CdP-26, la délégation des gouvernements locaux et des autorités municipales était la deuxième plus importante de la conférence, avec plus de 400 représentant-e-s.

Pour aller plus loin

- [De la COP26 à votre conseil local.](#)
- [Les villes et la pollution.](#)
- [Créez ou rejoignez votre Carrefour climatique communautaire local : inscrivez-vous ici.](#)
- [Demandez à votre ville de rejoindre la campagne Objectif Zéro : voyez si elle est déjà inscrite ici.](#)

Les perles

Les villes leadent par l'exemple.



Mariama Diallo
Docteur en
anthropologie politique
EHESS
Coordinatrice de l'ONG
Nebeday



Kiara Ordoñez
Activiste
environnementale et
climatique du Pérou



Djibril Niang
Directeur exécutif
JVE Sénégal (Jeunes
Volontaires pour
l'Environnement)



Alexandre Guibert Lette
Journaliste spécialisé en
données, consultant en
communication, militant
Open Data et Civic Tech



Adja Ndatta Gaye
Ingénieure en
aménagement du
territoire, environnement
et gestion urbaine



Fary Ndo
Ingénieur géologue
et militant



Rokhaya Konaté
Travaille depuis 2006
avec les femmes rurales
sur un fond d'appui à
l'environnement et au
développement (FAED).



Lise Goin
Assistante dans l'unité de
transformation et
d'innovation de
l'économie de la
biodiversité, étudiante
Université de Montréal



Les enjeux du changement climatique dans les pays du Sud

Le panel a donné la parole à des jeunes qui sont directement concernés par les changements climatiques et impliqués dans leurs communautés. La crise climatique se couple à une perte de la biodiversité. En effet, « la nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine - et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier », nous alerte, le nouveau et historique rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité, rapport 2019 (IPBES). Ces changements sont particulièrement visibles dans les pays du Sud qui sont les moins responsables des changements climatiques. De plus, ces pays ne disposent pas des ressources financières et techniques nécessaires pour faire face à ces multiples impacts.

Pistes de solutions

- À court terme, le Canada peut apporter du financement et des technologies aux pays du Sud pour les soutenir dans la mise en place de leur plan d'adaptation aux changements climatiques. Attention ces ressources ne sont pas un simple soutien international, ce sont des réparations pour les années d'exploitation.
- Respecter les engagements pris aux CdP.
- Il faut rendre les mécanismes de financement plus accessibles, par exemple, au niveau de l'Afrique le taux d'alphabétisation est faible, il faut rendre l'information accessible à ces personnes, sans oublier l'aspect technique, accès électricité, internet, etc.
- Les sociétés civiles doivent et peuvent jouer des rôles centraux auprès des États pour que ceux qui sont les moins responsables et les plus vulnérables ne subissent pas les conséquences.
- Avoir plus d'échanges, de passerelles entre les jeunes du Sud et du Nord, pour développer des synergies d'actions: des panels mixtes, échange de volontaires qui vont dans les deux sens, pas seulement du Nord vers le Sud.

Enfin, soulignons que toutes ces actions ne sont pas seulement des enjeux de solidarité climatique, il est ici question de justice climatique.

Chiffres clefs

- 25% des espèces animales et végétales sont menacées d'extinction dont beaucoup dans les années à venir.
- la dégradation des zones côtières coûterait au total 3,8 milliards de dollars par an au Bénin, à la Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, soit l'équivalent de 5,3% de leur PIB.

Pour aller plus loin

- [JVE Sénégal.](#)
- [Taranga Lab.](#)
- [l'IPBES le dangereux déclin de la nature : un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère.](#)

Les perles

C'est bien beau d'injecter des fonds verts, impliquer des pays du Sud dans les décisions, mais concrètement il faudrait respecter ses engagements par rapport à la CdP.



Mélanie le Berre
Directrice générale du Partenariat
Climat Montréal



Martin Damphousse
Premier vice-président de l'UMQ
et maire de Varennes.



Vincent Causse
Directeur du service de
l'environnement et du
développement durable pour la
Ville de Mont-Tremblant



Samuel Pagé Plouffe
Coordonnateur des affaires publiques et
gouvernementales de Vivre en Ville



Animation, Margo Burgess-Pollet
Chargée des campagnes
nationales chez Réalité climatique
Canada

Le rôle actif des villes dans la lutte contre les changements climatiques

Il est clair que les municipalités ont un rôle phare en tant qu'actrice de premier plan dans la lutte aux changements climatiques. Partant de ce constat, les panélistes sont revenus sur les leviers à la disposition des villes (métropole et de région) pour rehausser l'ambition climatique au Québec et au Canada. Tout au long des échanges, il a été fait mention du rôle de leader des municipalités, tant sur les plans de l'atténuation que la mise en œuvre stratégies d'adaptation.

Leviers et défis

La mobilisation : Mélanie Le Berre explique que Partenariat Climat Montréal, mobilise des grand·e·s acteur·trice·s, économiques, institutionnel·le·s, communautaires et philanthropiques de Montréal autour des objectifs climatiques communs de la ville. Cette formule entraîne un effet d'entraînement voire même de pression des paires. De cette manière, il est possible de tirer toujours vers le haut les niveaux d'ambition.

Le financement : pour travailler à l'atteinte de l'objectif global de 1,5 °C et rehausser l'ambition, les municipalités ont besoin de financements sans pour autant passer par la taxation des citoyen·ne·s. Ainsi elles se tournent vers des subventions à l'échelle provinciale et fédérale. Mais cela ne suffira pas, les villes vont devoir faire des choix et risquent de se confronter à certains paradoxes. En effet, leurs sources de financement viennent principalement de leur développement qui dans bien des cas peut être source d'émissions importantes de GES et par là même rendre difficile la mise en place des politiques d'adaptation. Pourtant, c'est ce développement qui permet à la ville de diversifier ses sources de financement et mettre en œuvre ses plans de lutte aux changements climatiques. Ainsi, il importe de repenser le financement des villes pour assurer une certaine cohérence.

Le développement urbain : l'étalement urbain est une des principales causes de la dégradation de l'environnement au Québec. En avril 2022 la province se dotera d'une politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire qui devrait mieux guider les actions du gouvernement, du milieu municipal et finalement de tous les acteurs de la société concernée.

Enfin, les villes sont condamnées à être des leaders et à collaborer avec une multiplicité d'acteurs. En ce sens, la collaboration reste le défi et le levier sur lequel tous les panélistes sont revenus à plusieurs reprises.

Chiffres clefs

- **Montréal a un objectif de réduction de 55% de ses émissions de GES d'ici 2030.**
- **Le Québec a un objectif de réduction de ses GES d'ici 2030 de 37.5%.**
- **Québec investit 5 milliards \$ dans l'électrification du transport urbain (2,6 milliards de dollars seront consacrés à la construction et la conversion des garages, tandis que 2,4 milliards serviront à l'achat d'autobus électriques).**

Pour aller plus loin

- [Plan climat 2021-2025 de la ville de Mont-Tremblant.](#)
- [Partenariat Climat MTL.](#)
- [Outil pour les municipalités amies du climat.](#)
- [Climate Caucus.](#)
- [Protect our winters.](#)

Les perles

Briser les silos, c'est le nerf de la guerre, il faut sortir de nos zones de confort et d'habitudes de travail.



L'Honorable Rosa Galvez
Sénatrice



Alexandre Boulerice
Député fédéral de
Rosemont—La Petite-
Patrie



Graham Carr
Recteur et vice-
chancelier, Université
Concordia



Sophie D'amours
Rectrice, Université
Laval



Émilise Lessard-Therrien
Députée de Rouyn-
Noranda-Témiscamingue,
Assemblée Nationale du
Québec



Kristina Michaud
Députée d'Avignon-La Mitis-
Matane-Matapédia
et porte-parole
en matière de
changements climatiques



Sylvain Gaudreault
Député de Jonquière



Ashley Torres
Porte-parole de la
CEVES - Coalition
étudiante pour un virage
environnemental et
social

Tribune des Générations futures

[La Délégation des générations futures](#) regroupe une vingtaine de jeunes et personnes membres de la société civile. Elle est appuyée par Oxfam-Québec et l'Écothèque de l'Université de Montréal. Partant du constat de la sous-représentation des jeunes aux tables de négociations climatiques, la délégation a mené un travail de cocréation qui a permis la rédaction d'un document de recommandations présentant plusieurs pistes de solutions face à l'urgence climatique. Le texte, intitulé « [Plaidoyer des générations futures 2021 pour l'action climatique au Québec et au Canada](#) », présente six priorités climatiques de la jeunesse québécoise :

1. **Finance**, de manière transparente, rendre publiques les subventions versées aux secteurs générateurs de gaz à effet de serre (GES) et procéder à la suppression de ces subventions.
2. **Justice Climatique**, exercer un leadership en matière de finance climatique internationale.
3. **Consommation et mode de vie**, adopter des mesures qui favorisent la sobriété des modes de production et de consommation.
4. **Nature et écosystèmes**, en concertation avec les Premières Nations, Métis et Inuits et dans le respect des droits ancestraux et des traités établis, donner un droit et une personnalité juridique à tout élément, partie ou ensemble de la nature jugé pertinent, qu'il s'agisse des biomes, des écosystèmes, des espèces et des habitats, des rivières, des lacs et/ou des montagnes.
5. **Villes et espaces bâtis**, verdifier les quartiers les plus minéralisés et créer des espaces verts urbains accessibles en vue de réduire les disparités socio-économiques en matière de santé (notamment par le biais d'une augmentation de la canopée urbaine et des infrastructures vertes).
6. **Éducation**, mettre en place une éducation écocentrique, démocratique, décoloniale et inclusive.

La Tribune a permis aux personnes membres de la délégation de présenter leurs recommandations à plusieurs élu·e·s et recteur·trice·s. En plus des recommandations, la tribune des délégations futures a récolté des doléances à travers le Québec et le Canada, afin de mieux représenter les générations futures. Tout le monde peut écrire une doléance, c'est-à-dire une plainte, un souhait ou une recommandation, via le site des dialogues du climat sur la page des générations futures.



©Oxfam-Québec



Discussion collective : l'importance des communications sur la mobilisation post-CdP-26 & bilan

BILAN DE LA 26E CONFÉRENCE DES PARTIES : ENTRE ENGAGEMENTS, FRUSTRATION ET ESPOIR

Résumé du dossier PAN-Canadien, Projet de la Réalité climatique Canada

Le Pacte de Glasgow, décision finale de la 26e Conférence des Parties (CdP-26) est le résultat de nombreux compromis, plus de 200 parties ayant été présentes. Cependant, il est important de souligner que la situation sanitaire et le manque d'équité vaccinale ont empêché une représentation significative d'une grande partie du Sud. À l'issue des deux semaines de négociations, le Pacte offre des perspectives pour garder l'objectif d'1.5°C à portée de main. **Même s'il reste encore beaucoup de travail, le 1,5 °C est devenu le nouveau 2 °C.** D'ailleurs, les peuples autochtones, les pays les plus vulnérables, les sociétés civiles (du monde entier), la jeunesse et les syndicats ont fondamentalement transformé la conversation mondiale sur le climat, ce qui marque potentiellement le début d'un nouveau chapitre.

La CdP-26 est la première CdP à souligner dans son texte final l'importance entre la nécessité de protéger et restaurer la nature et de respecter les objectifs de l'Accord de Paris. Ainsi, les agendas **climat et biodiversité devront être mieux alignés à l'avenir.** Autre mention inédite: celle **des énergies fossiles.** Maintenant, il nous appartient de travailler au renforcement du langage lors de la prochaine CdP-27 en Égypte. **L'éléphant dans la pièce est enfin nommé !**

La question des pertes et préjudices s'est retrouvée sur le devant de la scène. Après la résistance de nombreux pays riches, il n'a pas été possible d'intégrer dans le pacte de Glasgow la mise en place d'un fonds dédié aux pertes et préjudices. Pourtant, il s'agissait d'une occasion pour travailler sur l'injustice fondamentale de la crise climatique et restaurer un climat de confiance entre les nations. **Mais les questions relatives aux pertes et préjudices ne sont pas prêtes de disparaître, rendez-vous pris à la CdP-27 en Égypte.**

Enfin, la CdP-26 marque l'aboutissement des négociations autour de l'article 6 de l'Accord de Paris. Le texte adopté a permis d'éviter le double comptage, c'est-à-dire compter une réduction à la fois dans le pays acheteur et dans le pays vendeur. Cependant, il n'a pas été possible d'empêcher l'utilisation des crédits de l'ancien marché carbone de Kyoto sous le nouveau régime de Paris. Enfin, même si une formule visant à protéger les droits humains et les droits des peuples autochtones a réussi à faire son entrée dans le texte, elle néglige le droit des peuples autochtones au consentement libre, préalable et éclairé, et n'accorde pas aux droits humains l'importance qu'ils méritent. **Il faudra certainement suivre de très près la mise en œuvre de l'article 6 pour éviter que l'Accord de Paris ne soit vidé de sa substance et que les droits des peuples autochtones et des communautés soient bafoués.**

Est-ce que la CdP-26 représente la victoire finale que nous avons espéré? Certainement pas. Mais l'action se passe maintenant au niveau domestique, alors faisons en sorte que toutes les promesses soient suivies d'actes concrets et préparons-nous pour la CdP-27.

Pour aller plus loin

- [Résultats de la COP26 : 12 mois pour agir contre le changement climatique afin de protéger les droits humains.](#)
- [Quel bilan tirer de la COP26 de Glasgow.](#)
- [For the love of creation.](#)
- [The latest from ICA delegation at COP26.](#)
- [Collectif de la société civile québécoise à la COP26.](#)



#Dialoguesclimat2021